



Encana Corporation

États financiers consolidés intermédiaires
(non audité)

Période close le 31 mars 2011

(en dollars US)

Compte consolidé de résultat *(non audité)*

		Trimestres clos les	
		31 mars	
<i>(en millions de dollars, sauf les données par action)</i>		2011	2010
			<i>(note 20)</i>
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	<i>(note 4)</i>	1 667 \$	3 545 \$
Charges	<i>(note 4)</i>		
Taxe à la production et impôts miniers		53	69
Frais de transport		227	211
Charges opérationnelles		297	264
Produits achetés		165	211
Dépenses de prospection et d'évaluation	<i>(note 9)</i>	8	3
Dotations aux amortissements et à l'épuisement	<i>(note 10)</i>	814	814
(Profit) perte à la sortie d'actifs	<i>(note 5)</i>	(129)	(53)
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	<i>(note 13)</i>	13	13
Frais d'administration		136	86
Charges d'intérêts	<i>(note 6)</i>	119	130
(Profit) perte de change, montant net	<i>(note 7)</i>	(114)	(144)
		1 589	1 604
Résultat net avant impôts		78	1 941
Charge d'impôt sur le résultat	<i>(note 8)</i>	-	451
Résultat net		78 \$	1 490 \$
Résultat net par action ordinaire	<i>(note 15)</i>		
De base		0,11 \$	1,99 \$
Dilué		0,11 \$	1,96 \$

État consolidé du résultat global *(non audité)*

		Trimestres clos les	
		31 mars	
<i>(en millions de dollars)</i>		2011	2010
			<i>(note 20)</i>
Résultat net		78 \$	1 490 \$
Autres éléments du résultat global, après impôts			
Différences de conversion		147	156
Résultat global		225 \$	1 646 \$

Se reporter aux notes annexes.

État consolidé de la situation financière *(non audité)*

<i>(en millions de dollars)</i>	31 mars 2011	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2010
		<i>(note 20)</i>	<i>(note 20)</i>
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	127 \$	629 \$	4 275 \$
Créances clients et produits à recevoir	1 116	1 103	1 180
Gestion des risques <i>(note 17)</i>	682	729	328
Impôt sur le résultat à recouvrer	543	390	-
Stocks	2	3	12
	2 470	2 854	5 795
Actifs de prospection et d'évaluation <i>(notes 4, 9)</i>	2 394	2 158	1 885
Immobilisations corporelles, montant net <i>(notes 4, 10)</i>	26 891	26 145	24 288
Placements et autres actifs	364	196	119
Gestion des risques <i>(note 17)</i>	383	505	32
Goodwill <i>(note 11)</i>	1 755	1 725	1 663
	34 257 \$	33 583 \$	33 782 \$
Passif et capitaux propres			
Passif courant			
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 271 \$	2 269 \$	2 181 \$
Impôt sur le résultat à payer	-	-	1 776
Gestion des risques <i>(note 17)</i>	33	65	126
Partie courante de la dette à long terme <i>(note 12)</i>	1 374	500	200
	3 678	2 834	4 283
Dette à long terme <i>(note 12)</i>	6 645	7 129	7 568
Autres passifs et provisions	1 908	1 758	1 215
Gestion des risques <i>(note 17)</i>	4	8	42
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations <i>(note 13)</i>	942	953	819
Impôt différé	4 165	4 068	3 360
	17 342	16 750	17 287
Capitaux propres			
Capital social <i>(note 15)</i>	2 321	2 319	2 360
Surplus d'apport <i>(notes 15, 16)</i>	2	-	6
Résultats non distribués	14 195	14 264	14 129
Cumul des autres éléments du résultat global	397	250	-
Total des capitaux propres	16 915	16 833	16 495
	34 257 \$	33 583 \$	33 782 \$

Se reporter aux notes annexes.

État consolidé des variations des capitaux propres *(non audité)*

<i>(en millions de dollars)</i>		Trimestres clos les 31 mars	
		2011	2010
			<i>(note 20)</i>
Capital social	<i>(note 15)</i>		
Solde au début de l'exercice		2 319 \$	2 360 \$
Actions ordinaires émises aux termes des régimes d'options sur actions		2	4
Rémunération fondée sur des actions		-	2
Actions ordinaires rachetées		-	(31)
Solde à la fin de la période		2 321 \$	2 335 \$
Surplus d'apport			
Solde au début de l'exercice		- \$	6 \$
Rémunération fondée sur des actions	<i>(note 16)</i>	2	-
Actions ordinaires rachetées	<i>(note 15)</i>	-	(6)
Solde à la fin de la période	<i>(note 15)</i>	2 \$	- \$
Résultats non distribués			
Solde au début de l'exercice		14 264 \$	14 129 \$
Résultat net		78	1 490
Dividendes sur actions ordinaires	<i>(note 15)</i>	(147)	(149)
Charges au titre de l'offre publique de rachat dans le cours normal de l'activité	<i>(note 15)</i>	-	(283)
Solde à la fin de la période		14 195 \$	15 187 \$
Cumul des autres éléments du résultat global			
Solde au début de l'exercice		250 \$	- \$
Différences de conversion		147	156
Solde à la fin de la période		397 \$	156 \$
Total des capitaux propres		16 915 \$	17 678 \$

Se reporter aux notes annexes.

Tableau consolidé des flux de trésorerie *(non audité)*

<i>(en millions de dollars)</i>	Trimestres clos les 31 mars	
	2011	2010 <i>(note 20)</i>
Activités opérationnelles		
Résultat net	78 \$	1 490 \$
Dotation aux amortissements et à l'épuisement <i>(note 10)</i>	814	814
(Profit) perte à la sortie d'actifs <i>(note 5)</i>	(129)	(53)
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations <i>(note 13)</i>	13	13
Impôt différé <i>(note 8)</i>	67	439
(Profit latent) perte latente sur la gestion des risques <i>(note 17)</i>	133	(1 363)
(Profit latent) perte latente de change <i>(note 7)</i>	(115)	(169)
Autres	94	1
Variation nette des autres actifs et passifs	(23)	(31)
Variation nette des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement	(299)	(1 914)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	633	(773)
Activités d'investissement		
Dépenses d'investissement <i>(notes 4, 9, 10)</i>	(1 286)	(1 024)
Acquisitions <i>(notes 5, 9, 10)</i>	(266)	(28)
Produit de la sortie d'actifs <i>(notes 5, 9, 10)</i>	397	146
Variation nette des placements et autres	(160)	(123)
Variation nette des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement	54	(10)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 261)	(1 039)
Activités de financement		
Émission de titres d'emprunt renouvelables <i>(note 12)</i>	3 442	441
Remboursement de titres d'emprunt renouvelables <i>(note 12)</i>	(3 088)	(441)
Émission d'actions ordinaires <i>(note 15)</i>	2	4
Rachat d'actions ordinaires <i>(Note 15)</i>	-	(320)
Dividendes sur actions ordinaires <i>(note 15)</i>	(147)	(149)
Paiements au titre d'un contrat de location-financement <i>(note 10)</i>	(88)	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	121	(465)
Profit (perte) de change sur la trésorerie et les équivalents libellés en monnaies étrangères	5	(4)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(502)	(2 281)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	629	4 275
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	127 \$	1 994 \$
Trésorerie (découvert bancaire) à la fin de la période	(34) \$	(23) \$
Équivalents de trésorerie à la fin de la période	161	2 017
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	127 \$	1 994 \$

Se reporter aux notes annexes.

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

1. Information sur la société

Encana Corporation et ses filiales (« Encana » ou la « Société ») exercent leurs activités dans les secteurs de l'exploration, de la mise en valeur, de la production et de la commercialisation de gaz naturel et de liquides, les liquides étant composés de pétrole brut et de liquides du gaz naturel.

Encana Corporation est une société cotée constituée en société par actions et domiciliée au Canada. L'adresse de son siège social est 1800, 855 - 2nd Street S.W., Calgary (Alberta) Canada, T2P 2S5.

Le 19 avril 2011, le conseil d'administration (le « conseil ») a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires et a autorisé leur publication.

2. Base d'établissement

Les états financiers consolidés annuels audités de la Société seront publiés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») pour l'exercice prenant fin le 31 décembre 2011. Les présents états financiers consolidés intermédiaires présentent les résultats opérationnels initiaux d'Encana et sa situation financière initiale aux termes des IFRS au 31 mars 2011 et pour le trimestre clos à cette date, de même que pour les périodes comparatives de 2010. Par conséquent, ils ont été établis conformément à IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, et à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Ces états financiers consolidés intermédiaires ne contiennent pas la totalité de l'information financière annuelle à fournir selon les IFRS. Auparavant, la Société préparait ses états financiers consolidés annuels et intermédiaires conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (le « référentiel comptable antérieur »).

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires a donné lieu à certains changements des méthodes comptables d'Encana par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés audités annuels de la Société pour la période close le 31 décembre 2010 établis selon le référentiel comptable antérieur. Un sommaire des changements importants apportés aux méthodes comptables d'Encana est présenté à la note 20 de même que des rapprochements indiquant l'incidence du passage aux IFRS pour les périodes comparatives au 1^{er} janvier 2010, au 31 mars 2010 et pour le trimestre clos à cette date ainsi qu'au 31 décembre 2010 et pour l'exercice clos à cette date.

La note 3 contient un sommaire des méthodes comptables significatives d'Encana aux termes des IFRS. Ces méthodes ont été appliquées rétrospectivement et d'une manière uniforme, sauf dans les cas où des exemptions sont autorisées comme méthode de traitement de remplacement au moment du basculement aux IFRS conformément à IFRS 1, comme le décrit la note 20.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés au coût historique, sauf pour ce qui est des instruments financiers dérivés et des transactions dont le paiement est fondé sur des actions, lesquels sont évalués à la juste valeur.

Dans les présents états financiers consolidés intermédiaires, tous les montants sont exprimés en dollars américains, à moins d'indication contraire. La monnaie fonctionnelle d'Encana est le dollar canadien, mais la Société a adopté le dollar américain comme monnaie de présentation pour permettre une comparaison plus directe avec d'autres sociétés pétrolières et gazières nord-américaines. Les symboles « \$ US » ou « \$ » renvoient à des dollars américains et le symbole « \$ CA » renvoie à des dollars canadiens.

3. Sommaire des méthodes comptables significatives

A) Consolidation

Les états financiers consolidés intermédiaires intègrent les états financiers d'Encana et ceux de ses filiales. Les participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les soldes et transactions intersociétés sont éliminés lors de la consolidation.

Les participations dans des actifs sous contrôle conjoint sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle, méthode selon laquelle les comptes reflètent la quote-part revenant à Encana des produits, des charges, de l'actif et du passif de ces actifs.

Notes connexes *(non audité)*

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

3. Sommaire des méthodes comptables significatives (suite)

B) Conversion des monnaies étrangères

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis au cours de clôture de la période, tandis que les produits et les charges le sont au cours moyen pour la période. Les profits et pertes de change se rapportant aux établissements à l'étranger sont présentés dans le cumul des autres éléments du résultat global, à titre d'élément distinct des capitaux propres. Au 31 mars 2011, le cumul des autres éléments du résultat global comprend uniquement les différences de conversion.

Les actifs et passifs monétaires de la Société libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours du change en vigueur à la date de clôture. Tout profit ou perte de change est inscrit au compte consolidé de résultat.

C) Estimations et jugements comptables significatifs

Pour établir en temps opportun les états financiers consolidés intermédiaires, la direction doit faire des estimations et utiliser son jugement à l'égard des montants présentés au titre des actifs et des passifs, ainsi que des informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés intermédiaires et à l'égard des montants présentés au titre des produits et des charges de la période. Ces estimations portent principalement sur des opérations qui n'ont pas été réglées et sur des événements en cours à la date des états financiers consolidés intermédiaires. En conséquence, les résultats réels pourraient différer des montants estimatifs lorsque des événements se concrétiseront. Les estimations et les jugements significatifs que la direction a utilisés dans la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires sont présentés ci-dessous.

Les montants comptabilisés au titre de la dotation aux amortissements et à l'épuisement ainsi que les montants utilisés aux fins des calculs relatifs à la dépréciation sont fondés sur des estimations des réserves de gaz naturel et de liquides. De par leur nature, les estimations des réserves, y compris les estimations des prix et coûts futurs, des taux d'actualisation et des flux de trésorerie futurs qui s'y rattachent, font l'objet d'une incertitude relative à la mesure, et l'incidence sur les états financiers consolidés de périodes à venir pourrait être importante.

Les actifs en amont sont regroupés en unités génératrices de trésorerie en fonction de leur capacité à générer des flux de trésorerie largement indépendants aux fins des tests de dépréciation. L'établissement des unités génératrices de trésorerie de la Société dépend du jugement de la direction.

La décision de transférer des actifs des dépenses de prospection et d'évaluation aux immobilisations corporelles est fondée sur les réserves prouvées estimatives utilisées dans la détermination de la faisabilité technique et de la viabilité commerciale d'une zone.

Le calcul des montants comptabilisés au titre des coûts et obligations liés à la mise hors service d'immobilisations et de la charge de désactualisation qui s'y rapporte requiert le recours à des estimations quant au montant et au calendrier de la mise hors service des immobilisations, à la remise en état des lieux et aux flux de trésorerie connexes. D'autres provisions sont comptabilisées au cours de la période où il devient probable que des sorties de trésorerie futures auront lieu.

La juste valeur estimative d'instruments dérivés donnant lieu à des actifs et passifs financiers fait l'objet, de par la nature même de ces éléments, d'une incertitude relative à la mesure.

Les coûts de rémunération comptabilisés au titre des régimes de rémunération fondée sur des actions à long terme dépendent de l'estimation du montant qui sera versé, ce qui est déterminé en fonction de modèles d'évaluation comme celui de Black-Scholes-Merton, lequel est fondé sur des hypothèses significatives comme la volatilité, le taux de dividende attendu et la durée attendue. Plusieurs régimes de rémunération sont aussi liés au rendement et dépendent de jugements que la direction a formulés quant à l'atteinte des critères de rendement.

La valeur des actifs et des obligations liés aux régimes de retraite ainsi que les coûts découlant des régimes de retraite comptabilisés en résultat net sont déterminés à partir de certaines hypothèses actuarielles et économiques qui, de par leur nature, font l'objet d'une incertitude relative à la mesure.

Notes connexes *(non audité)*

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

3. Sommaire des méthodes comptables significatives (suite)

C) Estimations et jugements comptables significatifs (suite)

Les interprétations, règlements et lois d'ordre fiscal en vigueur dans les divers territoires dans lesquels la Société et ses filiales exercent leurs activités peuvent changer. L'impôt sur le résultat fait par conséquent l'objet d'une incertitude relative à la mesure. La direction évalue les actifs d'impôt différé à la fin de la période de présentation de l'information financière pour déterminer la probabilité qu'ils se réalisent à partir du bénéfice imposable futur.

D) Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits tirés de la vente de gaz naturel et de liquides d'Encana sont comptabilisés lors du transfert du titre de propriété au client. Les profits et pertes réalisés qui découlent des activités de gestion du risque lié aux prix des marchandises de la Société sont portés aux produits des activités ordinaires lorsque le contrat est réglé. Les profits et pertes latents qui résultent des activités de gestion du risque lié aux prix des marchandises de la Société sont portés aux produits des activités ordinaires en fonction des variations de la juste valeur des contrats à la fin de la période correspondante.

Les produits tirés de l'optimisation des marchés et les produits achetés sont inscrits au montant brut lors du transfert à Encana du titre de propriété du produit ainsi que des risques et avantages attachés à la propriété de ces produits. Les transactions d'achat et de vente de marchandises auprès d'une même partie conclues en considération l'une de l'autre sont comptabilisées au montant net. Les produits liés aux services offerts dans le cadre desquels Encana agit comme mandataire sont comptabilisés lorsque les services sont fournis. Les ventes d'électricité sont constatées lorsque l'électricité est livrée au client.

E) Taxe à la production et impôts miniers

Les frais payés par Encana à certains titulaires de participations minières et non minières qui sont fondés sur la production de gaz naturel et de liquides sont constatés au moment où ces biens sont produits.

F) Frais de transport

Les frais payés par Encana pour le transport du gaz naturel et des liquides sont constatés lorsque le produit est livré et que les services sont fournis.

G) Régimes d'avantages du personnel

Encana comptabilise ses obligations découlant des régimes d'avantages du personnel ainsi que les charges connexes, déduction faite des actifs des régimes.

Le coût des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées d'après le nombre d'années de service et reflète les meilleures estimations de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des salariés et les coûts prévus futurs des soins de santé. Le rendement attendu des actifs des régimes est fondé sur la juste valeur des actifs en question. L'obligation au titre des prestations constituées est actualisée au taux d'intérêt du marché applicable à des titres de créance de qualité supérieure émis par des sociétés à la date d'évaluation.

La charge de retraite du régime à prestations définies tient compte du coût des prestations de retraite gagnées au cours de l'exercice, des charges d'intérêts sur les obligations découlant des régimes de retraite, du rendement attendu des actifs des régimes, de l'amortissement des ajustements découlant des modifications des régimes de retraite et de l'amortissement de l'excédent de l'écart actuariel net sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10 % de la juste valeur des actifs des régimes, selon le plus élevé des deux montants. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle moyenne prévue d'activité des salariés couverts par les régimes.

La charge de retraite au titre des régimes à cotisations définies est inscrite lorsque les prestations sont gagnées par les salariés couverts par les régimes.

Notes connexes *(non audité)*

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

3. Sommaire des méthodes comptables significatives (suite)

H) Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat est comptabilisé en résultat net, sauf s'il concerne des éléments inscrits directement dans les capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé directement dans les capitaux propres. L'impôt sur le résultat exigible pour les périodes antérieure et considérée est évalué au montant que l'on s'attend à recouvrer des administrations fiscales ou à payer à celles-ci en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Encana utilise la méthode du report variable pour comptabiliser son impôt sur le résultat. Selon cette méthode, la Société constate l'impôt différé au titre de l'incidence de toute différence temporelle entre la valeur comptable et la base fiscale d'un actif ou d'un passif.

L'impôt différé est calculé en utilisant les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés dont l'application est attendue lorsque l'actif sera réalisé ou le passif réglé. L'incidence d'un changement dans les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés est comptabilisée en résultat net ou dans les capitaux propres selon l'élément auquel l'ajustement s'applique.

Un passif ou un actif d'impôt différé n'est pas comptabilisé pour les différences temporelles générées par :

- des participations dans des filiales, des entreprises associées et des coentreprises quand la Société n'exerce pas de contrôle sur le moment du renversement de la différence temporelle et qu'il est probable que celle-ci ne s'inversera pas dans un avenir prévisible;
- la comptabilisation initiale du goodwill;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat net comptable, ni le bénéfice imposable.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où son recouvrement futur est probable. La valeur d'un actif d'impôt différé est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre de recouvrer cet actif en totalité ou en partie.

I) Résultat par action

Le résultat net de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Pour le calcul du résultat net dilué par action ordinaire, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation est ajusté de manière à prendre en compte le nombre potentiel d'actions qui pourraient avoir un effet dilutif sur le résultat net.

Le résultat net dilué par action ordinaire est calculé en tenant compte de la dilution potentielle qui surviendrait si les options sur actions en cours ou si des droits à la valeur d'actions ayant un effet potentiellement dilutif étaient exercés ou convertis en actions ordinaires. Les droits à la valeur d'actions ayant un effet potentiellement dilutif comprennent les droits à l'appréciation d'actions jumelés (« DAAJ »), les DAAJ liés au rendement et les droits à la valeur d'actions soumis à restrictions (« DVASR »). Le nombre moyen pondéré d'actions après dilution est calculé selon la méthode du rachat d'actions. En vertu de cette méthode, il est présumé que le produit de l'exercice de tous les instruments ayant un effet potentiellement dilutif est affecté au rachat d'actions ordinaires au cours moyen.

Pour les droits à la valeur d'actions émis qui peuvent être réglés en trésorerie ou en actions au gré des salariés, l'option de règlement qui a l'effet dilutif le plus grand est employée pour calculer le résultat net dilué par action ordinaire, peu importe de quelle manière le régime de rémunération est comptabilisé. Par conséquent, il peut être nécessaire d'ajuster le numérateur des droits à la valeur d'actions qui seront réglés en trésorerie selon leur présentation à des fins comptables pour rendre compte des variations du résultat net qui en découlerait si ces droits avaient été présentés comme des instruments de capitaux propres aux fins du calcul du résultat net dilué par action ordinaire.

Pour les droits à la valeur d'actions émis qui peuvent être réglés en trésorerie ou en actions au gré d'Encana et quand rien n'oblige un règlement en trésorerie, les droits à la valeur d'actions sont comptabilisés comme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions réglées en instruments de capitaux propres et inclus dans le résultat dilué par action si leur effet est dilutif.

Notes connexes *(non audité)*

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

3. Sommaire des méthodes comptables significatives (suite)

J) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les placements à court terme, tels que des dépôts du marché monétaire ou des instruments de type similaire, dont l'échéance est d'au plus trois mois au moment de leur achat.

K) Actifs en amont

Prospection et évaluation

Tous les coûts directement associés à la prospection et à l'évaluation de réserves de gaz naturel et de liquides sont d'abord capitalisés. Les dépenses de prospection et d'évaluation sont celles qui sont engagées pour une zone dont la faisabilité technique et la viabilité commerciale n'ont pas encore été établies. Ces dépenses comprennent les coûts d'acquisition des biens non prouvés, les coûts des études géologiques et géophysiques, les coûts liés à la mise hors service d'immobilisations, les forages d'exploration et d'évaluation, l'échantillonnage et les évaluations. Les coûts engagés avant l'acquisition des droits légaux de prospecter une zone sont imputés directement au résultat net à titre de dépenses de prospection et d'évaluation.

Lorsque la faisabilité technique et la viabilité commerciale d'une zone ont été établies, les coûts cumulés sont transférés aux immobilisations corporelles. Lorsque la faisabilité technique et la viabilité commerciale d'une zone n'ont pu être démontrées ou que la Société décide de ne pas y poursuivre ses activités, les coûts non recouvrables sont imputés au résultat net à titre de dépenses de prospection et d'évaluation.

Immobilisations corporelles

Tous les coûts directement associés à la mise en valeur de réserves de gaz naturel et de liquides sont capitalisés zone par zone. Les coûts de mise en valeur comprennent les dépenses engagées pour des zones dont la faisabilité technique et la viabilité commerciale ont été démontrées. Ces coûts comprennent les coûts d'acquisition des biens prouvés, des forages de mise en valeur, d'achèvement, de collecte et d'infrastructure, les coûts liés à la mise hors service d'immobilisations et le transfert des dépenses de prospection et d'évaluation.

Les coûts cumulés de chacune des zones sont amortis pour épuisement selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement en fonction des réserves prouvées en utilisant les prix et coûts futurs estimatifs. Les coûts assujettis à l'amortissement pour épuisement comprennent les coûts futurs estimatifs qui seront engagés pour la mise en valeur des réserves prouvées. Les coûts des grands projets de mise en valeur sont exclus des coûts assujettis à l'amortissement pour épuisement jusqu'à ce que les projets puissent être utilisés.

Dans les cas de sorties de biens, le profit ou la perte est comptabilisé en résultat net. Les échanges de biens sont évalués à la juste valeur sauf si l'opération manque de substance commerciale ou s'il n'est pas possible d'évaluer de manière fiable la juste valeur des biens échangés. Lorsqu'un échange est évalué à la juste valeur, le profit ou la perte est comptabilisé en résultat net.

L) Autres immobilisations corporelles

Optimisation des marchés

Les installations des activités médianes, notamment les installations servant à la production d'électricité, sont inscrites au coût et sont amorties selon le mode linéaire sur la durée de vie estimative des biens, qui est comprise entre 20 et 25 ans.

Activités non sectorielles

Les coûts associés au mobilier de bureau, aux agencements, aux améliorations locatives, aux technologies de l'information et aux avions sont inscrits au coût et sont amortis selon le mode linéaire sur la durée de vie utile estimative des biens, qui se situe entre 3 et 25 ans. Les immobilisations en cours de construction ne sont amorties qu'à partir du moment où elles sont mises en service. Les terrains sont comptabilisés au coût.

M) Incorporation des coûts

Les frais relatifs aux remplacements ou aux améliorations qui accroissent la capacité de production ou prolongent la durée de vie d'un actif sont incorporés au coût de cet actif. Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Notes connexes *(non audité)*

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

3. Sommaire des méthodes comptables significatives (suite)

M) Incorporation des coûts (suite)

Les coûts d'emprunt sont incorporés au cours de la phase de construction des actifs qualifiés.

N) Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les actifs nets identifiables acquis sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Tout excédent du prix d'achat par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis est comptabilisé à titre de goodwill. Si le prix d'achat est inférieur à la juste valeur des actifs nets acquis, le déficit est comptabilisé comme un profit en résultat net. Les coûts de transaction correspondants sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

O) Goodwill

Au moment de l'acquisition, le goodwill est affecté à l'unité génératrice de trésorerie ou au groupe d'unités génératrices de trésorerie qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie qui forment ensemble les divisions Canada et États-Unis. Ce groupe représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne. L'évaluation ultérieure du goodwill est faite au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation le 31 décembre de chaque année. Si la valeur comptable du goodwill de chaque division excède sa valeur recouvrable, le goodwill est déprécié et la perte de valeur est comptabilisée en résultat net. La valeur recouvrable est établie chaque année en fonction de la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La juste valeur diminuée des coûts de la vente est obtenue par estimation des flux de trésorerie nets futurs actualisés après impôt des groupes d'unités génératrices de trésorerie. Les flux de trésorerie nets futurs actualisés sont fondés sur les prix et les coûts des marchandises prévus sur la vie économique attendue des réserves prouvées et probables, actualisés en fonction des taux fondés sur le marché. La valeur d'utilité est établie par estimation de la valeur actuelle des flux de trésorerie nets futurs attendus de l'utilisation continue de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie.

Les réserves de la Société sont évaluées chaque année par des évaluateurs qualifiés indépendants. Les flux de trésorerie utilisés pour déterminer les valeurs recouvrables sont fondés sur l'information contenue dans les rapports sur les réserves de ces évaluateurs et sur les hypothèses de la direction fondées sur l'expérience passée.

P) Dépréciation d'actifs à long terme

La valeur comptable des actifs à long terme, exclusion faite du goodwill, est soumise trimestriellement à un examen visant à déterminer si la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie pourrait ne pas être recouvrable. S'il y a des indications de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est estimée. Si la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure à la valeur recouvrable, l'actif ou l'unité génératrice de trésorerie est déprécié et la perte de valeur est comptabilisée en résultat net.

Les actifs en amont, y compris les dépenses de prospection et d'évaluation et les coûts de mise en valeur, sont regroupés en unités génératrices de trésorerie en fonction de leur capacité à générer des flux de trésorerie largement indépendants.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité. La juste valeur est le montant pour lequel l'actif pourrait être vendu dans des conditions de concurrence normale.

Dans le cas des actifs en amont, la juste valeur diminuée des coûts de la vente peut être établie en utilisant les flux de trésorerie nets futurs actualisés attendus des réserves prouvées et probables, selon les prix et coûts attendus. La valeur d'utilité est établie par estimation de la valeur actuelle des flux de trésorerie nets futurs attendus de l'utilisation continue de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie.

Notes connexes *(non audité)*

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

3. Sommaire des méthodes comptables significatives (suite)

P) Dépréciation d'actifs à long terme (suite)

Une reprise de perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il se produit une augmentation ultérieure de la valeur recouvrable. Dans ce cas, la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est portée à sa valeur recouvrable révisée et une reprise de la perte de valeur est comptabilisée en résultat net. La valeur recouvrable est limitée à la valeur comptable initiale moins la dotation aux amortissements et à l'épuisement, comme si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif ou l'unité génératrice de trésorerie au cours de périodes antérieures.

Q) Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs non courants, ou les groupes destinés à être cédés et formés d'actifs et de passifs, sont classés comme détenus en vue de la vente si leur valeur comptable sera recouvrée par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. Cette condition est respectée lorsque la vente est hautement probable et que l'actif est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel.

Les actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, les pertes de valeur étant comptabilisées en résultat net au cours de la période d'évaluation. Les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente sont présentés dans l'actif courant et le passif courant à l'état consolidé de la situation financière. Les actifs détenus en vue de la vente ne sont pas amortis.

R) Provisions et éventualités

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources soit requise et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être faite. Les provisions sont évaluées en fonction des sorties de trésorerie futures actualisées attendues.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations incluent les obligations actuelles en vertu desquelles la Société sera tenue de mettre hors service des immobilisations corporelles à long terme, telles que des sites de puits en production, des plates-formes de production en mer et des installations de traitement du gaz naturel. Une obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est évaluée à la valeur actuelle des frais qui devraient être engagés. Les coûts de mise hors service d'immobilisations associés sont incorporés dans le coût des immobilisations à long terme correspondantes. Les variations des obligations estimatives découlant de révisions de l'échéancier prévu ou du montant des flux de trésorerie ou de changements du taux d'actualisation sont comptabilisées à titre de variation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et des coûts connexes de mise hors service d'immobilisations.

L'amortissement des coûts de mise hors service est inclus au poste « Dotation aux amortissements et à l'épuisement » au compte consolidé de résultat. Les augmentations des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations attribuables à l'écoulement du temps sont inscrites à titre de charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au compte consolidé de résultat.

Les frais qui sont réellement engagés sont portés en diminution des obligations cumulées.

Éventualités

Quand une éventualité est corroborée par des événements, qu'elle peut être évaluée de manière fiable et qu'elle produira probablement une sortie de trésorerie, un passif est comptabilisé dans les états financiers consolidés selon la meilleure estimation du montant nécessaire à l'extinction de l'obligation. Un passif éventuel est comptabilisé dans les cas où l'existence d'une obligation ne sera confirmée que par des événements futurs, ou lorsque le montant d'une obligation actuelle ne peut être évalué de manière fiable ou que l'obligation ne produira probablement pas de sortie de trésorerie. Un actif éventuel n'est comptabilisé que lorsque l'entrée d'avantages économiques est probable. Si les avantages économiques sont quasiment certains, l'actif n'est plus éventuel et est comptabilisé dans les états financiers consolidés.

Notes connexes *(non audité)*

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

3. Sommaire des méthodes comptables significatives (suite)

S) Paiements fondés sur des actions

Les obligations de paiement en trésorerie ou en actions ordinaires aux termes des régimes de rémunération fondée sur des actions d'Encana sont constatées sur la période d'acquisition des droits selon la juste valeur. Dans le cas des régimes de rémunération dont le paiement sera réglé en actions, la juste valeur est établie à l'aide des prix à la date d'attribution et elle est comptabilisée dans les coûts de rémunération, un crédit correspondant étant imputé aux capitaux propres. Pour les régimes de rémunération dont le paiement sera réglé en trésorerie, la juste valeur est établie à chaque date de clôture à l'aide de modèles d'évaluation comme celui de Black-Scholes-Merton. Les variations périodiques de la juste valeur sont comptabilisées comme des coûts de rémunération, une variation correspondante étant inscrite dans le passif courant.

Les obligations de paiement liées aux droits à la valeur d'actions de Cenovus Energy Inc. (« Cenovus ») détenues par des salariés d'Encana sont comptabilisées comme des coûts de rémunération en fonction de la juste valeur du passif financier.

T) Contrats de location

Les contrats et les autres accords de location conclus en vue de l'utilisation d'un actif sont classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple. Les contrats de location-financement transfèrent à la Société la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué. Ils sont inscrits à l'actif à partir du début de la période de location au moins élevé de la juste valeur de l'actif loué et de la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Les actifs loués inscrits à l'actif sont amortis sur la période la plus courte entre la durée d'utilité estimative des actifs et la période de location. Tous les autres contrats de location sont classés dans les contrats de location simple et les paiements sont amortis sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

U) Instruments financiers

Les instruments financiers sont évalués à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale de l'instrument. Au cours des périodes ultérieures, l'évaluation varie selon le classement de l'instrument financier dans les catégories suivantes : à la juste valeur par le biais du résultat net, prêts et créances, disponible à la vente, détenu jusqu'à son échéance ou passifs financiers évalués au coût amorti, selon les définitions données dans la norme.

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés comme étant détenus à des fins de transaction ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net; ils sont évalués à la juste valeur, les variations de cette dernière étant comptabilisées en résultat net. Les actifs financiers classés dans les prêts et créances ou comme étant détenus jusqu'à leur échéance et les passifs financiers évalués au coût amorti sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Les actifs financiers, exclusion faite des instruments dérivés, sont classés dans les prêts et créances. Les passifs financiers, exclusion faite des instruments dérivés, sont classés dans les passifs financiers évalués au coût amorti. Tous les instruments dérivés sont classés comme étant détenus à des fins de transaction.

Encana incorpore les coûts de transaction, les primes et les escomptes liés à la dette à long terme. Ces coûts sont incorporés dans la dette à long terme et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Actifs et passifs liés à la gestion des risques

Les actifs et passifs liés à la gestion des risques sont des instruments financiers dérivés classés comme étant détenus à des fins de transaction, sauf s'ils sont désignés aux fins de la comptabilité de couverture. Les instruments dérivés qui ne sont pas des couvertures admissibles ou qui ne sont pas désignés comme étant des couvertures sont comptabilisés à la juste valeur. Les instruments sont inscrits à l'état consolidé de la situation financière à titre d'actif ou de passif, et les variations de leur juste valeur sont comptabilisées en résultat net. Les profits et pertes réalisés découlant de dérivés financiers portant sur le prix du gaz naturel et du pétrole brut sont constatés dans les produits des activités ordinaires au règlement des contrats. Les profits et pertes réalisés découlant de dérivés financiers portant sur les prix de l'énergie sont constatés dans les charges opérationnelles au règlement des contrats liés à l'énergie. Les profits et pertes latents sont comptabilisés dans les produits des activités ordinaires à la fin de chaque période de présentation de l'information financière en fonction des variations de la juste valeur des contrats. La juste valeur estimative de tous les instruments dérivés repose sur des prix cotés sur les marchés ou, en l'absence de tels prix, sur des indications et des prévisions des marchés provenant de tiers.

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

3. Sommaire des méthodes comptables significatives (suite)

U) Instruments financiers (suite)

Encana recourt à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques de marché auxquels elle est exposée et qui découlent des prix des marchandises ainsi que des taux de change et d'intérêt. La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Encana a mis en place des politiques et des procédures en ce qui concerne la documentation et les approbations requises quant à l'utilisation d'instruments financiers dérivés et relie expressément leur utilisation, dans le cas des marchandises, à la réduction du risque de marché associé aux flux de trésorerie attendus des programmes d'immobilisations prévus et, dans d'autres cas, à la réduction du risque de marché d'actifs et d'obligations précis. Le cas échéant, la Société identifie également toutes les relations entre les instruments financiers et les opérations prévues ainsi que les objectifs de gestion des risques et les stratégies qui sous-tendent la conclusion de diverses opérations de couverture économique. Lorsqu'un instrument financier particulier est acquis, la Société apprécie, tant au moment de l'acquisition que par la suite, si l'instrument qui est utilisé à l'égard d'une opération donnée permet ou non de compenser efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'opération.

V) Nouvelles prises de position adoptées

La première période de présentation de l'information financière aux termes des IFRS d'Encana est celle qui a pris fin le 31 mars 2011. Les normes comptables en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2011 ont été adoptées dans le cadre du passage aux IFRS.

W) Prises de position publiées récemment

La Société a examiné les prises de position comptables nouvelles et révisées qui ont été émises, mais qui ne sont pas encore en vigueur et a conclu que les éléments suivants pourraient avoir des répercussions sur elle :

Au 1^{er} janvier 2013, Encana sera tenue d'adopter IFRS 9, *Instruments financiers*, qui découle de la première phase du projet de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La nouvelle norme remplacera les multiples modèles de classement et d'évaluation des actifs et passifs financiers par un modèle unique qui ne comportera que deux catégories de classement : coût amorti et juste valeur. L'adoption de cette norme ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés d'Encana.

4. Informations sectorielles

Encana est organisée en divisions qui constituent ses secteurs opérationnels à présenter :

- La **division Canada** englobe les activités d'exploration, de mise en valeur et de production de gaz naturel et de liquides ainsi que les activités connexes au Canada. Quatre importantes zones de ressources relèvent de cette division : i) Greater Sierra dans le nord-est de la Colombie-Britannique, ce qui comprend Horn River; ii) Cutbank Ridge en Alberta et en Colombie-Britannique, où se trouve Montney; iii) Bighorn dans le centre-ouest de l'Alberta; et iv) Coalbed Methane dans le sud de l'Alberta. La division Canada comprend aussi le projet d'exploration de gaz naturel Deep Panuke au large de la Nouvelle-Écosse.
- La **division États-Unis** englobe les activités d'exploration, de mise en valeur et de production de gaz naturel et de liquides ainsi que les activités connexes aux États-Unis. Quatre importantes zones de ressources relèvent de cette division : i) Jonah dans le sud-ouest du Wyoming; ii) Piceance dans le nord-ouest du Colorado; iii) Haynesville, en Louisiane; et iv) le Texas, notamment East Texas et Fort Worth.
- La principale responsabilité du secteur **Optimisation des marchés** consiste en la vente de la production de la Société. Ces résultats sont inclus dans les divisions Canada et États-Unis. Les activités d'optimisation des marchés comprennent l'achat et la vente de produits de tiers qui accordent une souplesse opérationnelle en ce qui a trait aux engagements de transport, aux types de produits, aux points de livraison et à la diversification de la clientèle. Ces activités sont présentées dans le secteur Optimisation des marchés.

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

4. Informations sectorielles (suite)

- Le secteur **Activités non sectorielles et autres** comprend principalement des profits ou pertes latents inscrits à l'égard d'instruments financiers dérivés. Une fois les montants réglés, les profits et pertes réalisés sont comptabilisés dans le secteur opérationnel auquel les instruments dérivés sont liés.

Le secteur Optimisation des marchés vend la quasi-totalité de la production en amont de la Société à des tiers. Les opérations conclues entre les secteurs sont déterminées d'après la valeur de marché et sont éliminées au moment de la consolidation. L'information financière présentée dans les tableaux qui suivent tient compte de ces éliminations.

Résultats opérationnels (trimestres clos les 31 mars)

Information sectorielle et géographique

	Division Canada		Division États-Unis		Optimisation des marchés	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	678 \$	720 \$	961 \$	1 208 \$	179 \$	228 \$
Charges						
Taxe à la production et impôts miniers	4	1	49	68	-	-
Frais de transport	55	45	172	166	-	-
Charges opérationnelles	167	140	135	111	13	10
Produits achetés	-	-	-	-	165	211
	452	534	605	863	1	7
Dépenses de prospection et d'évaluation	3	-	5	3	-	-
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	335	295	457	500	3	3
(Profit) perte à la sortie d'actifs	(8)	(10)	(121)	(42)	-	-
	122 \$	249 \$	264 \$	402 \$	(2) \$	4 \$

	Activités non sectorielles et autres		Chiffres consolidés	
	2011	2010	2011	2010
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	(151) \$	1 389 \$	1 667 \$	3 545 \$
Charges				
Taxe à la production et impôts miniers	-	-	53	69
Frais de transport	-	-	227	211
Charges opérationnelles	(18)	3	297	264
Produits achetés	-	-	165	211
	(133)	1 386	925	2 790
Dépenses de prospection et d'évaluation	-	-	8	3
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	19	16	814	814
(Profit) perte à la sortie d'actifs	-	(1)	(129)	(53)
	(152) \$	1 371 \$	232	2 026
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations			13	13
Frais d'administration			136	86
Charges d'intérêts			119	130
(Profit) perte de change, montant net			(114)	(144)
			154	85
Résultat net avant impôt			78	1 941
Charge d'impôt sur le résultat			-	451
Résultat net			78 \$	1 490 \$

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

4. Informations sectorielles (suite)

Résultats opérationnels (trimestres clos les 31 mars)

Informations sectorielles par catégories de produits et par divisions

Division Canada								
	Gaz		Liquides		Autres		Total	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	567 \$	629 \$	100 \$	81 \$	11 \$	10 \$	678 \$	720 \$
Charges								
Taxe à la production et impôts miniers	3	1	1	-	-	-	4	1
Frais de transport	55	45	-	-	-	-	55	45
Charges opérationnelles	161	131	3	6	3	3	167	140
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	348 \$	452 \$	96 \$	75 \$	8 \$	7 \$	452 \$	534 \$
Division États-Unis								
	Gaz		Liquides		Autres		Total	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	870 \$	1 112 \$	68 \$	61 \$	23 \$	35 \$	961 \$	1 208 \$
Charges								
Taxe à la production et impôts miniers	42	62	7	6	-	-	49	68
Frais de transport	172	166	-	-	-	-	172	166
Charges opérationnelles	125	86	-	-	10	25	135	111
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	531 \$	798 \$	61 \$	55 \$	13 \$	10 \$	605 \$	863 \$

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

4. Informations sectorielles (suite)

Dépenses d'investissement

	Trimestres clos les 31 mars	
	2011	2010
Division Canada	625 \$	545 \$
Division États-Unis	643	474
Activités non sectorielles et autres	18	5
	1 286 \$	1 024 \$

Les dépenses d'investissement comprennent les dépenses de prospection et d'évaluation inscrites à l'actif et les immobilisations corporelles (se reporter aux notes 9 et 10).

Actifs de prospection et d'évaluation, immobilisations corporelles et total de l'actif par secteur

	Actifs de prospection et d'évaluation		Immobilisations corporelles	
	31 mars 2011	31 décembre 2010	31 mars 2011	31 décembre 2010
Division Canada	1 303 \$	1 114 \$	12 245 \$	11 678 \$
Division États-Unis	1 091	1 044	12 989	12 922
Optimisation des marchés	-	-	120	121
Activités non sectorielles et autres	-	-	1 537	1 424
	2 394 \$	2 158 \$	26 891 \$	26 145 \$

	Total de l'actif	
	31 mars 2011	31 décembre 2010
Division Canada	15 329 \$	14 422 \$
Division États-Unis	15 160	15 157
Optimisation des marchés	171	193
Activités non sectorielles et autres	3 597	3 811
	34 257 \$	33 583 \$

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

5. Acquisitions et sorties d'actifs

	Trimestres clos les 31 mars	
	2011	2010
Acquisitions		
Division Canada	265 \$	13 \$
Division États-Unis	1	15
Total des acquisitions	266	28
Sorties d'actifs ¹⁾		
Division Canada	(98)	(9)
Division États-Unis	(299)	(137)
Total des sorties d'actifs	(397)	(146)
Acquisitions et sorties d'actifs, montant net	(131) \$	(118) \$

¹⁾ Représente le produit des sorties d'actifs.

Acquisitions

Les acquisitions des divisions Canada et États-Unis comprennent l'achat de divers terrains et biens stratégiques qui complètent le portefeuille d'actifs actuel d'Encana. Pour le trimestre clos le 31 mars 2011, les acquisitions ont totalisé 266 M\$ (28 M\$ en 2010).

Sorties d'actifs

Les sorties d'actifs des divisions Canada et États-Unis comprennent principalement la vente d'actifs non essentiels. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2011, la division États-Unis a vendu son usine de traitement de gaz naturel de Fort Lupton pour un produit de 298 M\$, qui a donné lieu à un profit à la sortie d'actifs de 128 M\$. Au cours du même trimestre, la Société a reçu un produit à la vente d'actifs totalisant 397 M\$ (146 M\$ en 2010), ce qui a donné lieu à un profit à la sortie d'actifs de 129 M\$ (profit net de 53 M\$ en 2010).

6. Charges d'intérêts

	Trimestres clos les 31 mars	
	2011	2010
Charges d'intérêts – dette	119 \$	120 \$
Charges d'intérêts – autres	-	10
	119 \$	130 \$

7. (Profit) perte de change, montant net

	Trimestres clos les 31 mars	
	2011	2010
(Profit latent) perte latente de change à la conversion :		
Des titres d'emprunt libellés en dollars américains et émis au Canada	(127) \$	(171) \$
Des contrats de gestion des risques libellés en dollars américains et conclus au Canada	12	2
	(115)	(169)
Règlement d'opérations intersociétés et investissement net dans des établissements à l'étranger	33	-
(Profit) perte de change hors exploitation	(82)	(169)
Autre (profit) perte de change sur :		
Réévaluations monétaires et règlements	(32)	25
	(114) \$	(144) \$

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

8. Impôt sur le résultat

	Trimestres clos les 31 mars	
	2011	2010
Impôts exigibles		
Canada	(85) \$	(6) \$
États-Unis	-	1
Autres pays	18	17
Total des impôts exigibles	(67)	12
Impôt différé	67	439
Charge d'impôt sur le résultat	- \$	451 \$

9. Prospection et évaluation

	Division Canada	Division États-Unis	Activités non sectorielles et autres	Total
Au 1 ^{er} janvier 2010	729 \$	1 146 \$	10 \$	1 885 \$
Dépenses d'investissement	74	342	-	416
Transferts aux immobilisations corporelles (note 10)	-	(303)	-	(303)
Dépenses de prospection et d'évaluation	-	(40)	(10)	(50)
Acquisitions	282	96	-	378
Sorties d'actifs	(16)	(199)	-	(215)
Différences de conversion et autres	45	2	-	47
Au 31 décembre 2010	1 114 \$	1 044 \$	- \$	2 158 \$
Dépenses d'investissement	45	53	-	98
Acquisitions	129	1	-	130
Sorties d'actifs	(13)	(6)	-	(19)
Différences de conversion et autres	28	(1)	-	27
Au 31 mars 2011	1 303 \$	1 091 \$	- \$	2 394 \$

En 2010, la Société a démontré la faisabilité technique et la viabilité commerciale de certains biens de l'importante zone de ressources Haynesville de la division États-Unis. Par conséquent, des dépenses de prospection et d'évaluation cumulées de 303 M\$ ont été transférées aux immobilisations corporelles.

En 2010, la Société a déterminé que certaines dépenses de prospection et d'évaluation n'étaient pas recouvrables, parce que les projets visés ne se concrétiseraient pas. Par conséquent, des coûts inscrits à l'actif de 50 M\$ ont été comptabilisés dans les dépenses de prospection et d'évaluation.

Au trimestre clos le 31 mars 2011, des coûts de 8 M\$ ont été directement imputés aux dépenses de prospection et d'évaluation au compte consolidé de résultat (3 M\$ au trimestre clos le 31 mars 2010 et 15 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2010).

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

10. Immobilisations corporelles, montant net

Coût

	Division Canada	Division États-Unis	Optimisation des marchés	Activités non sectorielles et autres	Total
Au 1 ^{er} janvier 2010	22 143 \$	19 875 \$	214 \$	1 239 \$	43 471 \$
Dépenses d'investissement	2 132	2 153	2	61	4 348
Transferts de dépenses de prospection et d'évaluation (note 9)	-	303	-	-	303
Acquisitions ¹⁾	362	122	-	-	484
Variation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	151	2	-	-	153
Sorties d'actifs ¹⁾	(630)	(752)	-	1	(1 381)
Immobilisations en cours de construction	101	-	-	393	494
Différences de conversion et autres	1 204	-	11	76	1 291
Au 31 décembre 2010	25 463 \$	21 703 \$	227 \$	1 770 \$	49 163 \$
Dépenses d'investissement	580	590	-	18	1 188
Acquisitions ¹⁾	139	-	-	-	139
Variation du coût de mise hors service d'immobilisations	(3)	-	-	-	(3)
Sorties d'actifs ¹⁾	(189)	(317)	-	-	(506)
Immobilisations visées par des contrats de location-financement	-	125	-	-	125
Immobilisations en cours de construction	11	-	-	71	82
Différences de conversion et autres	589	1	5	43	638
Au 31 mars 2011	26 590 \$	22 102 \$	232 \$	1 902 \$	50 826 \$

¹⁾ Comprend des swaps de 3 M\$ (129 M\$ en 2010).

Cumul des amortissements et de l'épuisement

	Division Canada	Division États-Unis	Optimisation des marchés	Activités non sectorielles et autres	Total
Au 1 ^{er} janvier 2010	11 710 \$	7 092 \$	90 \$	291 \$	19 183 \$
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	1 286	1 954	11	67	3 318
Pertes de valeur	496	-	-	-	496
Sorties d'actifs	(364)	(285)	-	-	(649)
Différences de conversion et autres	657	20	5	(12)	670
Au 31 décembre 2010	13 785 \$	8 781 \$	106 \$	346 \$	23 018 \$
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	335	457	3	19	814
Sorties d'actifs	(105)	(129)	-	-	(234)
Différences de conversion et autres	330	4	3	-	337
Au 31 mars 2011	14 345 \$	9 113 \$	112 \$	365 \$	23 935 \$

Valeur comptable nette

Au 1 ^{er} janvier 2010	10 433 \$	12 783 \$	124 \$	948 \$	24 288 \$
Au 31 décembre 2010	11 678 \$	12 922 \$	121 \$	1 424 \$	26 145 \$
Au 31 mars 2011	12 245 \$	12 989 \$	120 \$	1 537 \$	26 891 \$

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

10. Immobilisations corporelles, montant net (suite)

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2011, la Société a conclu un accord de location-financement aux termes duquel les droits de propriété d'un matériel donné seront cédés à Encana au cours des cinq prochaines années. La Société a comptabilisé un actif au titre de l'accord de location-financement, ainsi que l'obligation correspondante, totalisant 125 M\$. Par suite de la conclusion de l'accord, Encana a payé une tranche de 88 M\$ de l'obligation au titre de l'accord de location-financement. Au 31 mars 2011, la valeur comptable du matériel visé par l'accord de location-financement se chiffrait à 125 M\$.

En 2010, Encana a comptabilisé une perte de valeur de 496 M\$ relativement à ses actifs en amont extracôtiers au Canada. Cette perte de valeur était fondée sur la différence entre la valeur comptable nette des actifs au 31 décembre 2010 et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable a été établie au moyen de la juste valeur diminuée des coûts de la vente fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés attendus des réserves prouvées et probables en fonction des prix et des coûts attendus.

En 2008, Encana a signé un contrat relativement à l'aménagement et à la construction des installations de production du projet Deep Panuke. Au 31 mars 2011, un montant de 539 M\$ (528 M\$ au 31 décembre 2010) était comptabilisé au titre d'immobilisations en cours de construction dans les comptes « Immobilisations corporelles » et « Total de l'actif » de la division Canada d'Encana relativement à ce projet extracôtier.

En 2007, Encana a annoncé qu'elle avait conclu un bail de 25 ans avec un promoteur immobilier non lié pour le projet d'immeuble de bureaux The Bow. Au 31 mars 2011, un montant de 1 188 M\$ (1 090 M\$ au 31 décembre 2010) était inscrit au titre d'immobilisations en cours de construction dans les comptes « Immobilisations corporelles » et « Total de l'actif » du secteur Activités non sectorielles et autres relativement à ce projet.

Un passif d'un montant équivalent a été comptabilisé dans le poste « Autres passifs et provisions » de l'état consolidé de la situation financière relativement aux installations de production et au projet d'immeuble de bureaux The Bow. L'inscription à l'actif des installations de production et du projet d'immeuble de bureaux The Bow n'a aucune incidence sur le résultat net, ni sur les flux de trésorerie de la Société.

11. Goodwill

	31 mars 2011	31 décembre 2010
Division Canada	1 282 \$	1 252 \$
Division États-Unis	473	473
	1 755 \$	1 725 \$

Le goodwill a fait l'objet d'un test de dépréciation en date du 31 décembre 2010. Les flux de trésorerie après impôt utilisés pour établir la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie ont été actualisés en fonction d'un coût moyen pondéré estimatif du capital à la clôture de l'exercice de 10 %. Au 31 décembre 2010, la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie était supérieure à leur valeur comptable globale. Par conséquent, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée.

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

12. Dette à court terme et dette à long terme

Dette à court terme

	Montant du capital en \$ CA	31 mars 2011	31 décembre 2010
Dette libellée en dollars canadiens			
Crédit renouvelable et emprunts à terme	350 \$	360 \$	- \$
Partie courante de la dette à long terme	500	514	-
	850 \$	874	-
Dette libellée en dollars américains			
Partie courante de la dette à long terme		500	500
		1 374 \$	500 \$

Pendant la période close le 31 mars 2011, la Société a contracté un emprunt de 350 M\$ CA (360 M\$) en papier commercial encore en cours. Le papier commercial en cours, qui est appuyé par des facilités de crédit bancaire renouvelables, porte intérêt à environ 1 %.

Dette à long terme

	Montant du capital en \$ CA	31 mars 2011	31 décembre 2010
Dette libellée en dollars canadiens			
4,30 %, échéant le 12 mars 2012	500 \$	514 \$	503 \$
5,80 %, échéant le 18 janvier 2018	750	772	754
Billets non garantis en dollars canadiens	1 250 \$	1 286	1 257
Dette libellée en dollars américains			
6,30 %, échéant le 1 ^{er} novembre 2011		500	500
4,75 %, échéant le 15 octobre 2013		500	500
5,80 %, échéant le 1 ^{er} mai 2014		1 000	1 000
5,90 %, échéant le 1 ^{er} décembre 2017		700	700
6,50 %, échéant le 15 mai 2019		500	500
8,125 %, échéant le 15 septembre 2030		300	300
7,20 %, échéant le 1 ^{er} novembre 2031		350	350
7,375 %, échéant le 1 ^{er} novembre 2031		500	500
6,50 %, échéant le 15 août 2034		750	750
6,625 %, échéant le 15 août 2037		500	500
6,50 %, échéant le 1 ^{er} février 2038		800	800
Billets non garantis en dollars américains		6 400	6 400
Capital total		7 686	7 657
Augmentation de la valeur de la dette reprise		51	50
Escomptes et coûts de transaction		(78)	(78)
Partie courante de la dette à long terme		(1 014)	(500)
		6 645 \$	7 129 \$

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

13. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

	31 mars 2011	31 décembre 2010
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	953 \$	819 \$
Passifs contractés	18	104
Passifs réglés	(17)	(26)
Passifs cédés	(19)	(79)
Variation des sorties de trésorerie futures estimatives	(22)	55
Charge de désactualisation	13	48
Différences de conversion et autres	16	32
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de la période	942 \$	953 \$

Encana est responsable de la mise hors service, à la fin de leur durée d'utilité, des immobilisations à long terme associées à ses biens pétroliers et gaziers et à ses installations médianes. Au 31 mars 2011, les obligations de la Société reflètent leur réévaluation en fonction du taux d'actualisation d'Encana de 5,5 % (5,4 % au 31 décembre 2010).

14. Structure financière

La structure financière de la Société se compose des capitaux propres et de la dette, qui comprend la dette à court et à long terme. Les objectifs de gestion de la structure financière de la Société sont les suivants :

- i) maintenir une souplesse financière afin de préserver son accès aux marchés des capitaux et sa capacité à remplir ses obligations financières;
- ii) financer la croissance générée à l'interne et les acquisitions potentielles.

La Société surveille sa structure financière et ses besoins de financement à court terme à l'aide de ratios financiers non conformes aux PCGR, soit le ratio dette/capitaux permanents et le ratio dette/bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement ajusté (« BAIIA ajusté »). Ces ratios sont des mesures de la santé financière générale de la Société et sont utilisés pour gérer son endettement global. Encana vise un ratio dette/capitaux permanents de moins de 40 %, et un ratio dette/BAIIA ajusté inférieur à 2,0 x.

Au 31 mars 2011, son ratio dette/capitaux permanents était de 32 % (31 % au 31 décembre 2010) et avait été calculé comme suit :

	31 mars 2011	31 décembre 2010
Dette	8 019 \$	7 629 \$
Capitaux propres	16 915	16 833
Capitaux permanents	24 934 \$	24 462 \$
Ratio dette/capitaux permanents	32 %	31 %

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

14. Structure financière (suite)

Au 31 mars 2011, le ratio dette/BAIIA ajusté était de 2,2 x (1,4 x au 31 décembre 2010) et avait été calculé sur une période de 12 mois, comme suit :

	31 mars 2011	31 décembre 2010
Dette	8 019 \$	7 629 \$
Résultat net	(242) \$	1 170 \$
Ajouter (déduire) :		
Charges d'intérêts	490	501
Charge d'impôt sur le résultat	(24)	427
Dépenses de prospection et d'évaluation	70	65
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	3 318	3 318
Pertes de valeur	496	496
(Profit) perte à la sortie d'actifs	(217)	(141)
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	48	48
(Profit) perte de change, montant net	(220)	(250)
BAIIA ajusté	3 719 \$	5 634 \$
Ratio dette/BAIIA ajusté	2,2 x	1,4 x

Au 31 mars 2011, le ratio dette/BAIIA ajusté de la Société était légèrement plus élevé que le ratio cible, principalement à cause de la baisse des prix du gaz naturel au cours des 12 derniers mois.

Depuis longtemps, Encana a pour pratique de faire preuve de discipline en matière de capital, de gérer sa structure financière et d'y apporter des ajustements en fonction des conditions du marché afin de conserver une souplesse financière tout en atteignant les objectifs énoncés précédemment. Dans le cadre de la gestion de sa structure financière, la Société peut modifier ses dépenses d'investissement et les dividendes versés aux actionnaires, racheter des actions pour les annuler aux termes d'offres publiques de rachat dans le cours normal de l'activité, émettre de nouvelles actions, émettre de nouveaux titres d'emprunt ou rembourser la dette existante.

Les objectifs de gestion du capital, les critères d'évaluation, les définitions et les cibles de la Société sont demeurés inchangés au cours des périodes présentées. Encana est soumise à certaines clauses restrictives de nature financière aux termes de ses ententes de facilités de crédit et elle se conforme à l'ensemble de ces clauses.

15. Capital social

Autorisé

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, un nombre illimité d'actions préférentielles de premier rang et un nombre illimité d'actions préférentielles de second rang.

Émis et en circulation

(en millions)	31 mars 2011		31 décembre 2010	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Actions ordinaires en circulation au début de l'exercice	736,3	2 319 \$	751,3	2 360 \$
Actions ordinaires émises aux termes des régimes d'options	-	2	0,4	5
Rémunération fondée sur des actions	-	-	-	2
Actions ordinaires rachetées	-	-	(15,4)	(48)
Actions ordinaires en circulation à la fin de la période	736,3	2 321 \$	736,3	2 319 \$

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

15. Capital social (suite)

Offre publique de rachat dans le cours normal de l'activité

Encana a obtenu chaque année l'approbation réglementaire en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières lui conférant le droit de racheter des actions ordinaires aux termes de neuf offres publiques de rachat dans le cours normal de l'activité consécutives (les « offres »). La Société peut racheter pour annulation jusqu'à 36,8 millions d'actions ordinaires aux termes de l'offre renouvelée, qui est entrée en vigueur le 14 décembre 2010 et prendra fin le 13 décembre 2011.

Au 31 mars 2011, la Société n'avait racheté aucune action ordinaire. Au 31 mars 2010, elle avait racheté 9,9 millions d'actions ordinaires pour une contrepartie totale d'environ 320 M\$. De ce montant, une tranche de 6 M\$ a été imputée au surplus d'apport, une autre de 31 M\$, au capital social et une dernière de 283 M\$, aux résultats non distribués.

Dividendes

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2011, Encana a versé des dividendes de 0,20 \$ par action ordinaire, pour un total de 147 M\$ (0,20 \$ par action ordinaire pour un total de 149 M\$ en 2010).

Régime d'options sur actions d'Encana

Encana offre des régimes de rémunération fondée sur des actions qui permettent aux salariés d'acheter des actions ordinaires de celle-ci. Le prix d'exercice des options avoisine le cours du marché des actions ordinaires à la date d'attribution des options. Après un an, 30 % des options attribuées peuvent être exercées; une autre tranche de 30 % des options attribuées peut être exercée après deux ans, et toutes les options peuvent être exercées après trois ans. Les options expirent cinq ans après la date d'attribution.

Des DAAJ sont rattachés à toutes les options en cours au 31 mars 2011. Au lieu d'exercer les options auxquelles ces DAAJ sont rattachés, le porteur peut choisir de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du prix du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'exercice au moment de l'exercice. En outre, certaines options sur actions sont attribuées en fonction du rendement. Les DAAJ liés au rendement (« DAAJR ») expirent et les droits sur les DAAJR s'acquièrent selon les mêmes conditions que les options auxquelles ils se rattachent. De plus, l'acquisition des droits est assujettie à l'atteinte, par Encana, d'un rendement prescrit à l'égard de certaines mesures clés prédéfinies. Se reporter à la note 16 pour obtenir plus de renseignements sur les DAAJ et les DAAJR en cours et exerçables d'Encana.

Droits à la valeur des actions soumis à restrictions d'Encana

Encana a un régime de rémunération fondée sur des actions aux termes duquel elle attribue des DVASR à ses salariés. Un DVASR est une attribution conditionnelle de droits à recevoir une action ordinaire d'Encana, ou son équivalent en trésorerie, au gré d'Encana, conformément aux modalités du régime de DVASR et de la convention d'attribution qui s'y rapporte. Un DVASR est l'équivalent de une action ordinaire d'Encana. Les DVASR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le salarié soit toujours un salarié actif d'Encana à la date d'acquisition des droits. Se reporter à la note 16 pour obtenir plus de renseignements sur les DVASR en cours d'Encana.

Droits à la valeur des actions (« DVA ») d'Encana détenus par des salariés de Cenovus

Le 30 novembre 2009, Encana a procédé à la réorganisation de ses activités (l'« opération de scission ») en effectuant sa scission en deux sociétés d'exploitation d'énergie ouvertes et indépendantes : Encana Corporation et Cenovus Energy Inc. Aux termes de cette opération de scission, les détenteurs de droits à la valeur des actions d'Encana ont échangé ces droits contre de nouveaux droits d'Encana et des droits à la valeur des actions de Cenovus. Les droits à la valeur d'actions comprennent des DAAJ, des DAAJR, des droits à l'appréciation des actions (« DAA ») et des DAA liés au rendement (« DAAR »). Les nouveaux DVA sont assortis des mêmes conditions que les DVA d'origine.

En ce qui concerne les DVA d'Encana détenus par des salariés de Cenovus et les DVA de Cenovus détenus par des salariés d'Encana, Encana et Cenovus ont convenu de se rembourser mutuellement les DVA exercés en contrepartie de paiements en trésorerie par leurs salariés respectifs. Par conséquent, pour les DVA d'Encana détenus par des salariés de Cenovus, Encana a comptabilisé un montant à payer aux salariés de Cenovus et un montant à recevoir de Cenovus. Le montant à payer aux salariés de Cenovus et le montant à recevoir de Cenovus reposent sur la juste valeur des DVA d'Encana, déterminée au moyen du modèle Black-Scholes-Merton (se reporter aux notes 16 et 17). Les DVA détenus par des salariés de Cenovus n'ont pas eu d'incidence sur le résultat net d'Encana. Aucun autre DVA d'Encana ne sera attribué à des salariés de Cenovus.

Notes connexes *(non audité)*

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

15. Capital social (suite)

Droits à la valeur des actions (« DVA ») d'Encana détenus par des salariés de Cenovus (suite)

Les salariés de Cenovus peuvent exercer les DAAJ et les DAAJR d'Encana qu'ils détiennent contre des actions ordinaires d'Encana. Le tableau qui suit présente un sommaire des informations relatives aux DAAJ et aux DAAJR d'Encana que détenaient les salariés de Cenovus au 31 mars 2011.

Droits libellés en dollars canadiens (en \$ CA)	Nombre (en millions)	Prix d'exercice moyen pondéré
DAAJ d'Encana détenus par des salariés de Cenovus		
En cours au 31 mars 2011	4,6	32,32
Pouvant être exercés au 31 mars 2011	3,8	32,75
DAAJR d'Encana détenus par des salariés de Cenovus		
En cours au 31 mars 2011	6,5	31,67
Pouvant être exercés au 31 mars 2011	5,1	32,32

Montants par action

Le nombre d'actions ordinaires ayant servi au calcul du résultat net par action ordinaire est présenté dans le tableau suivant.

<i>(en millions)</i>	Trimestres clos les 31 mars	
	2011	2010
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		
De base	736,3	748,7
Dilué	737,6	752,3

Les DAAJ, les DAAJR et DVASR peuvent être échangés contre des actions ordinaires d'Encana conformément aux modalités des régimes. Par conséquent, ils sont considérés comme potentiellement dilutifs et sont inclus dans le calcul du résultat net dilué par action d'Encana lorsqu'ils sont effectivement dilutifs pour la période considérée.

Aux fins du calcul du résultat net dilué par action ordinaire de la période close le 31 mars 2011, il a été déterminé que la méthode de règlement en trésorerie était la plus dilutive, et aucun ajustement n'a été apporté au résultat net. Pour la période close le 31 mars 2010, il a été déterminé que la méthode de règlement en actions était la plus dilutive. Lorsqu'il est fait conformément à la méthode de règlement en actions, le calcul ajuste le résultat net présenté de manière qu'il tienne compte des DVA réglés en trésorerie applicables comme s'ils étaient comptabilisés en tant qu'instruments de capitaux propres. Par conséquent, le résultat net du trimestre clos le 31 mars 2010 a été ajusté de 15 M\$ aux fins du calcul du résultat dilué par action selon la méthode du règlement en actions.

Surplus d'apport

Au 31 mars 2011, le solde du surplus d'apport se rapportait aux DVASR (se reporter à la note 16).

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

16. Régimes de rémunération

Les rubriques qui suivent présentent des informations sur les régimes de rémunération d'Encana au 31 mars 2011.

Encana traite les DAAJ, les DAAJR, les DAA et les DAAR que détiennent ses salariés à titre de transactions dont le paiement est fondé sur des actions réglées en trésorerie. Par conséquent, la Société comptabilise les coûts de la rémunération qui s'y rattachent sur la période d'acquisition en fonction de la juste valeur des droits déterminée à l'aide du modèle Black-Scholes-Merton. Après un an, 30 % des DAAJ, des DAAJR, des DAA et des DAAR attribués peuvent être exercés; une autre tranche de 30 % des droits attribués peut être exercée après deux ans, et tous les droits peuvent être exercés après trois ans. Les droits expirent cinq ans après la date d'attribution.

Au 31 mars 2011, la juste valeur des droits à la valeur d'actions d'Encana que détiennent ses salariés a été estimée sur la base des hypothèses moyennes pondérées suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,69 %, taux de dividende attendu de 2,36 %, volatilité de 25,95 %, durée de vie estimative de 2 ans et prix de l'action d'Encana sur le marché de 33,38 \$ CA. Au 31 mars 2011, la juste valeur des droits à la valeur d'actions de Cenovus que détiennent des salariés d'Encana a été estimée sur la base des hypothèses moyennes pondérées suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,69 %, taux de dividende attendu de 2,13 %, volatilité de 33,75 %, durée de vie estimative de 1,5 an et prix de l'action de Cenovus sur le marché de 37,48 \$ CA.

Dans le cadre de l'opération de scission, les salariés d'Encana ont reçu des droits à la valeur d'actions de Cenovus, comme le décrit la note 15.

A) Droits à l'appréciation des actions jumelés

Des DAAJ sont rattachés à toutes les options visant des actions ordinaires émises aux termes du régime d'options sur actions d'Encana. Au lieu d'exercer les options auxquelles ces DAAJ sont rattachés, le porteur peut choisir de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du prix du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'exercice au moment de l'exercice. Les DAAJ expirent et les droits sur les DAAJ s'acquièrent selon les mêmes conditions que les options auxquelles ils se rattachent.

Le tableau qui suit présente un sommaire des informations relatives aux DAAJ d'Encana et de Cenovus que détenaient des salariés d'Encana au 31 mars 2011 :

Droits libellés en dollars canadiens (en \$ CA)	DAAJ d'Encana		DAAJ de Cenovus	
	En cours	Prix d'exercice moyen pondéré	En cours	Prix d'exercice moyen pondéré
En cours au début de l'exercice	14 240 267	30,89	8 213 658	27,81
Attribués	3 641 325	31,00	-	-
Exercés – DAA	(3 155 587)	25,91	(3 234 585)	25,62
Exercés – Options	(38 270)	25,37	(53 740)	23,00
Perdus	(74 121)	33,52	(36 735)	30,52
En cours à la fin de la période	14 613 614	32,00	4 888 598	29,28
Exercables à la fin de la période	6 575 980	32,53	3 986 314	29,71

Pour la période close le 31 mars 2011, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération de 39 M\$ relativement aux DAAJ d'Encana et de 15 M\$ relativement aux DAAJ de Cenovus (réductions de 12 M\$ des coûts de rémunération liés aux DAAJ d'Encana et de 14 M\$ de ceux liés aux DAAJ de Cenovus en 2010).

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

16. Régimes de rémunération (suite)

B) Droits à l'appréciation des actions jumelés liés au rendement

De 2007 à 2009, Encana a attribué des DAAJR. Au lieu d'exercer les options auxquelles ces DAAJR sont rattachés, le porteur peut choisir de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du prix du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'exercice au moment de l'exercice. Les DAAJR expirent et les droits sur les DAAJR s'acquière selon les mêmes conditions que les options auxquelles ils se rattachent. De plus, l'acquisition des droits est assujettie à l'atteinte par Encana d'un rendement prescrit à l'égard de certaines mesures clés prédéfinies. Les DAAJR qui ne sont pas acquis lorsqu'ils pourraient l'être sont perdus.

Le tableau qui suit présente un sommaire des informations relatives aux DAAJR d'Encana et de Cenovus que détenaient des salariés d'Encana au 31 mars 2011 :

Droits libellés en dollars canadiens (en \$ CA)	DAAJR d'Encana		DAAJR de Cenovus	
	En cours	Prix d'exercice moyen pondéré	En cours	Prix d'exercice moyen pondéré
En cours au début de l'exercice	9 107 569	31,46	8 940 486	28,49
Exercés – DAA	(396 511)	29,33	(1 597 848)	27,89
Exercés – Options	-	-	(1 423)	26,64
Perdus	(298 035)	32,93	(286 873)	29,77
En cours à la fin de la période	8 413 023	31,51	7 054 342	28,58
Exerçables à la fin de la période	6 850 410	32,07	5 492 223	29,23

Pour la période close le 31 mars 2011, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération de 23 M\$ relativement aux DAAJR d'Encana et de 34 M\$ relativement aux DAAJR de Cenovus (réductions de 6 M\$ des coûts de rémunération liés aux DAAJR d'Encana et de 7 M\$ de ceux liés aux DAAJR de Cenovus en 2010).

C) Droits à la plus-value des actions

En 2008 et en 2009, des DAA libellés en dollars canadiens ont été attribués à des salariés. Ces droits confèrent au porteur le droit de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du prix du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'exercice au moment de l'exercice.

Le tableau qui suit présente un sommaire des informations relatives aux DAA d'Encana et de Cenovus que détenaient des salariés d'Encana au 31 mars 2011.

Droits libellés en dollars canadiens (en \$ CA)	DAA d'Encana		DAA de Cenovus	
	En cours	Prix d'exercice moyen pondéré	En cours	Prix d'exercice moyen pondéré
En cours au début de l'exercice	2 186 616	33,86	2 158 511	30,67
Exercés	(32 990)	28,31	(291 865)	29,94
Perdus	(29 885)	38,10	(23 679)	35,03
En cours à la fin de la période	2 123 741	33,88	1 842 967	30,73
Exerçables à la fin de la période	1 527 837	34,48	1 260 336	31,39

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

16. Régimes de rémunération (suite)

C) Droits à la plus-value des actions (suite)

Depuis 2010, des DAA libellés en dollars américains sont attribués aux salariés admissibles. Les conditions qui y sont rattachées sont similaires à celles des DAA libellés en dollars canadiens. Le tableau qui suit présente un sommaire de l'information relative aux DAA libellés en dollars américains au 31 mars 2011.

Droits libellés en dollars américains (en \$ US)	DAA d'Encana	
	En cours	Prix d'exercice moyen pondéré
En cours au début de l'exercice	4 718 590	30,73
Attribués	3 004 540	31,40
Exercés	(70 764)	30,72
Perdus	(52 620)	32,20
En cours à la fin de la période	7 599 746	30,98
Exercables à la fin de la période	1 041 714	30,83

Pour la période close le 31 mars 2011, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération de 20 M\$ relativement aux DAA d'Encana et de 8 M\$ relativement aux DAA de Cenovus (aucun coût de rémunération lié aux DAA d'Encana et réduction de 2 M\$ des coûts de rémunération liés aux DAA de Cenovus en 2010).

D) Droits à l'appréciation des actions liés au rendement

En 2008 et en 2009, Encana a attribué à certains salariés des DAAR qui confèrent au porteur le droit de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du prix du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'attribution au moment de l'exercice. Les DAAR sont assujettis à l'atteinte, par Encana, d'un rendement prescrit à l'égard de certaines mesures clés prédéfinies. Les DAAR qui ne sont pas acquis lorsqu'ils pourraient l'être sont perdus.

Le tableau suivant présente un sommaire de l'information relative aux DAAR d'Encana et de Cenovus détenus par des salariés d'Encana au 31 mars 2011.

Droits libellés en dollars canadiens (en \$ CA)	DAAR d'Encana		DAAR de Cenovus	
	En cours	Prix d'exercice moyen pondéré	En cours	Prix d'exercice moyen pondéré
En cours au début de l'exercice	3 017 862	32,01	3 005 998	28,96
Exercés	(46 912)	29,04	(338 431)	29,30
Perdus	(133 954)	32,45	(130 513)	29,37
En cours à la fin de la période	2 836 996	32,04	2 537 054	28,90
Exercables à la fin de la période	2 054 246	33,17	1 754 304	30,06

Pour la période close le 31 mars 2011, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération de 7 M\$ relativement aux DAAR d'Encana et de 12 M\$ relativement aux DAAR de Cenovus (réductions de 2 M\$ des coûts de rémunération liés aux DAAR d'Encana et de 2 M\$ de ceux liés aux DAAR de Cenovus en 2010).

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

16. Régimes de rémunération (suite)

E) Droits à la valeur des actions liés au rendement (« DVAR »)

Depuis 2010, des DVAR sont attribués aux salariés admissibles. Ces DVAR confèrent à leur porteur le droit de recevoir, au moment de l'acquisition des droits, un paiement en trésorerie égal à la valeur de une action ordinaire d'Encana pour chaque DVAR, selon les modalités du régime de DVAR. Les DVAR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le salarié soit toujours un salarié actif d'Encana à la date d'acquisition des droits.

La valeur finale des DVAR dépendra du rendement d'Encana sur la période de trois ans. Chaque année, le rendement d'Encana sera évalué par le conseil d'administration, qui déterminera si les critères de rendement sont respectés. Selon les résultats de cette évaluation, un paiement pouvant représenter jusqu'à deux fois l'attribution initiale de DVAR pourra être versé relativement à l'exercice ayant fait l'objet de l'évaluation. La portion respective de l'attribution initiale des DVAR réputée admissible à l'acquisition pour chaque exercice sera évaluée en fonction du prix moyen des actions au cours des 20 derniers jours de l'exercice ayant fait l'objet de l'évaluation, la valeur nominale en trésorerie sera déposée dans un compte de DVAR et le paiement sera reporté jusqu'à la date de l'acquisition finale des droits.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'information relative aux DVAR au 31 mars 2011.

	DVAR libellés en dollars canadiens	DVAR libellés en dollars américains
En cours au début de l'exercice	875 181	795 912
Attribués	696 845	565 225
Réputés admissibles à l'acquisition	(263 174)	(239 921)
Droits tenant lieu de dividendes	7 608	6 443
Perdus	(10 550)	(15 310)
En cours à la fin de la période	1 305 910	1 112 349

Pour la période close le 31 mars 2011, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération de 8 M\$ relativement aux DVAR en cours (3 M\$ en 2010).

F) Droits différés à la valeur des actions (« DDVA »)

La Société offre un programme aux termes duquel elle attribue aux administrateurs et à certains salariés clés des DDVA dont l'acquisition est immédiate, dont la valeur est égale à celle de une action ordinaire de la Société et qui sont réglés en trésorerie. Les DDVA peuvent être rachetés conformément aux dispositions de la convention qui les régit et expirent le 15 décembre de l'année qui suit la démission de l'administrateur ou la cessation d'emploi du salarié.

Les salariés peuvent convertir en DDVA 25 % ou 50 % des primes de haut rendement annuelles. Le nombre de DDVA est établi en fonction de la valeur de l'attribution divisée par le cours de clôture de l'action d'Encana à la fin de la période de rendement visée par l'attribution des primes de haut rendement.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'information relative aux DDVA au 31 mars 2011.

Droits libellés en dollars canadiens	DDVA
En cours au début de l'exercice	716 893
Attribués	101 353
Convertis à partir des primes de haut rendement	51 620
Droits tenant lieu de dividendes	5 091
Rachetés	(287)
En cours à la fin de la période	874 670

Pour la période close le 31 mars 2011, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération de 7 M\$ relativement aux DDVA en cours (1 M\$ en 2010).

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

16. Régimes de rémunération (suite)

G) Droits à la valeur des actions soumis à restrictions

En 2011, des DVASR ont été attribués aux salariés admissibles comme le décrit la note 15. Un DVASR est une attribution conditionnelle de droits à recevoir des actions ordinaires d'Encana, ou leur équivalent en trésorerie, au gré d'Encana, conformément aux modalités du régime de DVASR et de la convention d'attribution qui s'y rapporte. Un DVASR est l'équivalent théorique de une action ordinaire d'Encana. Les DVASR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le salarié soit toujours un salarié actif d'Encana à la date d'acquisition des droits.

Encana comptabilise les DVASR à titre de transactions dont le paiement est fondé sur des actions et réglées en instruments de capitaux propres et elle comptabilise les coûts de rémunération qui s'y rattachent sur la période d'acquisition en fonction de la juste valeur des droits, un crédit correspondant étant inscrit au surplus d'apport.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'information relative aux DVASR au 31 mars 2011.

	DVASR libellés en dollars canadiens	DVASR libellés en dollars américains
En cours au début de l'exercice	-	-
Attribués	710 475	572 025
Droits tenant lieu de dividendes	4 122	3 285
Perdus	(3 972)	(6 029)
En cours à la fin de la période	710 625	569 281

Pour la période close le 31 mars 2011, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération de 2 M\$ relativement aux DVASR en cours (néant en 2010).

H) Régimes de retraite

La charge nette liée aux régimes d'avantages du personnel du trimestre clos le 31 mars 2011 s'est élevée à 16 M\$ (13 M\$ en 2010). La cotisation d'Encana aux régimes de retraite à prestations définies pour le trimestre clos le 31 mars 2011 s'est chiffrée à 2 M\$ (2 M\$ en 2010).

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

17. Instruments financiers et gestion des risques

Les actifs et passifs financiers d'Encana comprennent la trésorerie et ses équivalents, les créances clients et produits à recevoir, les placements et autres actifs, les dettes fournisseurs et charges à payer, les actifs et passifs liés à la gestion des risques et la dette à court et à long terme. Les actifs et passifs liés à la gestion des risques découlent de l'utilisation d'instruments financiers dérivés. Les rubriques qui suivent présentent la juste valeur des actifs et passifs financiers, un résumé de l'information relative aux positions de gestion des risques ainsi qu'une analyse des risques associés aux actifs et passifs financiers.

A) Juste valeur des actifs et passifs financiers

En raison de leur échéance à court terme, la trésorerie et ses équivalents, les créances clients et produits à recevoir de même que les dettes fournisseurs et charges à payer ont une juste valeur qui avoisine leur valeur comptable, sauf dans le cas des montants se rapportant aux droits à la valeur des actions émis dans le cadre de l'opération de scission du 30 novembre 2009, comme il est mentionné aux notes 15 et 16.

Les actifs et passifs liés à la gestion des risques sont comptabilisés à leur juste valeur estimative établie en fonction de prix cotés sur le marché observables directement ou indirectement à la date de clôture.

La juste valeur des placements et autres actifs avoisine leur valeur comptable en raison de la nature des instruments détenus.

La dette à court et à long terme est comptabilisée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La juste valeur estimative des emprunts à court et à long terme a été établie en fonction des renseignements sur le marché, lorsqu'ils étaient disponibles, ou par actualisation des versements futurs d'intérêts et de capital au moyen des taux d'intérêt estimatifs que la Société devrait pouvoir obtenir à la fin de la période.

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs et passifs financiers.

	31 mars 2011		31 décembre 2010	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers				
Détenus à des fins de transaction :				
Créances clients et produits à recevoir ¹⁾	47 \$	47 \$	27 \$	27 \$
Actifs liés à la gestion des risques ²⁾	1 065	1 065	1 234	1 234
Prêts et créances :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	127	127	629	629
Comptes débiteurs et produits à recevoir	1 069	1 069	1 076	1 076
Placements et autres actifs	84	84	86	86
Passifs financiers				
Détenus à des fins de transaction :				
Créances clients et produits à recevoir ^{3), 4)}	205 \$	205 \$	147 \$	147 \$
Passifs liés à la gestion des risques ²⁾	37	37	73	73
Passifs financiers évalués au coût amorti :				
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 066	2 066	2 122	2 122
Dette à court et à long terme	8 019	8 801	7 629	8 488

¹⁾ Représente les montants à recevoir de Cenovus pour les DVA d'Encana détenus par les salariés de Cenovus (se reporter à la note 15).

²⁾ Comprend la partie courante.

³⁾ Comprend les montants à payer aux salariés de Cenovus pour les DVA d'Encana qu'ils détiennent (se reporter à la note 15).

⁴⁾ Comprend les montants à payer à Cenovus pour les DVA de Cenovus détenus par les salariés d'Encana (se reporter aux notes 15 et 16).

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

17. Instruments financiers et gestion des risques (suite)

B) Actifs et passifs liés à la gestion des risques

Position nette de gestion des risques

	31 mars 2011	31 décembre 2010
Gestion des risques		
Actif courant	682 \$	729 \$
Actif non courant	383	505
	1 065	1 234
Gestion des risques		
Passif courant	33	65
Passif non courant	4	8
	37	73
Actif net lié à la gestion des risques	1 028 \$	1 161 \$

Sommaire des positions de gestion des risques non dénouées

	31 mars 2011			31 décembre 2010		
	Gestion des risques			Gestion des risques		
	Actif	Passif	Montant net	Actif	Passif	Montant net
Prix des marchandises						
Gaz naturel	1 057 \$	37 \$	1 020 \$	1 234 \$	63 \$	1 171 \$
Électricité	8	-	8	-	10	(10)
Total de la juste valeur	1 065 \$	37 \$	1 028 \$	1 234 \$	73 \$	1 161 \$

Méthodes de calcul de la juste valeur nette des positions de gestion des risques non dénouées

Le total de la juste valeur nette des positions de gestion des risques non dénouées d'Encana s'élevait à 1 028 M\$ au 31 mars 2011 (1 161 M\$ au 31 décembre 2010) et a été calculé selon les prix cotés sur un marché actif et selon des données observables et corroborées sur le marché.

Juste valeur nette des positions sur les prix des marchandises au 31 mars 2011

	Volumes notionnels	Échéance	Prix moyen	Juste valeur
Contrats de gaz naturel				
Contrats à prix fixe				
Prix fixe à la NYMEX	1 767 Mpi ³ /j	2011	5,75 \$ US/kpi ³	568 \$
Prix fixe à la NYMEX	1 785 Mpi ³ /j	2012	5,87 \$ US/kpi ³	531
Prix fixe à la NYMEX	395 Mpi ³ /j	2013	5,29 \$ US/kpi ³	(17)
Contrats de référence ¹⁾				
Canada		2011		(15)
États-Unis		2011		(32)
Canada et États-Unis		2012-2013		(15)
Juste valeur des positions sur le gaz naturel				1 020
Contrats d'achat d'électricité				
Juste valeur des positions sur l'électricité				8
				1 028 \$

1) Encana conclut des swaps pour se protéger contre l'élargissement des écarts entre les prix du gaz naturel dans les zones de production, notamment le Canada, les Rocheuses aux États-Unis et le Texas, et aux divers points de vente. Les prix de ces swaps de référence sont établis à partir des prix fixes et des prix de référence exprimés en pourcentage du prix à la NYMEX.

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

17. Instruments financiers et gestion des risques (suite)

B) Actifs et passifs liés à la gestion des risques (suite)

Incidence sur le résultat des profits (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s sur les positions de gestion des risques

	Profit (perte) réalisé(e)		Profit (perte) latent(e)	
	Trimestres clos les 31 mars		Trimestres clos les 31 mars	
	2011	2010	2011	2010
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	204 \$	188 \$	(151) \$	1 367 \$
Charges opérationnelles et autres	1	(2)	18	(4)
Profit (perte) sur la gestion des risques	205 \$	186 \$	(133) \$	1 363 \$

Rapprochement des positions de gestion des risques non dénouées entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2011

	2011		2010
	Juste valeur	Total des profits (pertes) latent(e)s	Total des profits (pertes) latent(e)s
Juste valeur des contrats au début de l'exercice	1 161 \$		
Variation de la juste valeur des contrats en vigueur au début de l'exercice et des contrats conclus durant la période	72	72 \$	1 549 \$
Juste valeur des contrats dénoués durant la période	(205)	(205)	(186)
Juste valeur des contrats à la fin de la période	1 028 \$	(133) \$	1 363 \$

C) Risques associés aux actifs et aux passifs financiers

La Société est exposée à des risques financiers découlant de ses actifs et passifs financiers. Les risques financiers comprennent le risque de marché (notamment en ce qui concerne les prix des marchandises ainsi que les taux de change et d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidité. La juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs ou passifs financiers peuvent fluctuer en raison des variations des prix du marché et de l'exposition aux risques de crédit et de liquidité.

Risque lié aux prix des marchandises

Le risque lié aux prix des marchandises découle de l'incidence que les fluctuations des prix futurs des marchandises pourraient avoir sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs et passifs financiers. Afin de réduire son exposition au risque lié aux prix des marchandises, la Société a conclu divers contrats d'instruments financiers dérivés. Le recours à ces instruments dérivés est régi par des politiques officielles et est assujéti aux limites fixées par le conseil d'administration. La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Gaz naturel – Afin d'atténuer le risque lié au prix du gaz naturel, la Société conclut des swaps qui permettent de fixer les prix à la NYMEX. Pour se protéger contre l'élargissement des écarts de prix du gaz naturel dans diverses régions de production, Encana conclut des swaps visant à gérer ces écarts entre les régions de production et divers points de vente.

Électricité – La Société a conclu des contrats d'instruments dérivés libellés en dollars canadiens afin de gérer les coûts de sa consommation d'électricité.

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

17. Instruments financiers et gestion des risques (suite)

C) Risques associés aux actifs et aux passifs financiers (suite)

Risque lié aux prix des marchandises (suite)

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de la sensibilité de la juste valeur des positions de gestion des risques de la Société aux variations des prix des marchandises, toutes les autres variables demeurant constantes. La Société s'est fondée sur une volatilité de 10 % pour évaluer l'incidence potentielle des variations des prix des marchandises. Aux 31 mars, les variations des prix des marchandises auraient pu entraîner des profits (pertes) latent(e)s susceptibles d'influer sur le résultat net avant impôt comme suit :

	2011		2010	
	Hausse des prix de 10 %	Baisse des prix de 10 %	Hausse des prix de 10 %	Baisse des prix de 10 %
Prix du gaz naturel	(630) \$	630 \$	(635) \$	635 \$
Prix de l'électricité	5 \$	(5) \$	5 \$	(5) \$

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que la contrepartie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations contractuelles et amène de ce fait la Société à subir une perte. Dans une optique de gestion du risque de crédit, le portefeuille de créances de la Société est régi par des politiques de crédit approuvées par le conseil d'administration, et les pratiques en matière de crédit limitent les opérations selon la cote de solvabilité des contreparties. Au 31 mars 2011, les équivalents de trésorerie comprennent des titres à court terme de grande qualité émis principalement par des gouvernements et des institutions financières jouissant d'une cote de solvabilité élevée. Tous les contrats de change sont conclus avec d'importantes institutions financières au Canada et aux États-Unis ou avec des contreparties ayant une cote de solvabilité élevée.

Une part substantielle des créances clients de la Société provient de clients du secteur du pétrole et du gaz naturel et est exposée aux risques de crédit normaux du secteur. Au 31 mars 2011, environ 94 % (94 % au 31 décembre 2010) de l'exposition au risque de crédit associé aux créances clients et aux instruments financiers dérivés d'Encana découlait de contreparties ayant une cote de solvabilité élevée.

Au 31 mars 2011, Encana avait conclu des contrats avec quatre contreparties (quatre en 2010) dont la position de règlement nette, prise individuellement, représentait plus de 10 % de la juste valeur des contrats d'instruments financiers nets qui se trouvaient dans le cours. L'exposition maximale au risque de crédit lié aux créances clients et produits à recevoir ainsi qu'aux actifs liés à la gestion des risques correspond à la valeur comptable totale de ces éléments.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements liés à des passifs financiers lorsqu'ils sont exigibles. La Société gère son risque de liquidité au moyen de la gestion de la trésorerie et de la dette. Afin de gérer son endettement global, Encana vise un ratio dette/capitaux permanents de moins de 40 %, et un ratio dette/BAIIA ajusté inférieur à 2,0 x. D'autres renseignements sur ces deux ratios figurent à la note 14.

Dans le cadre de la gestion du risque de liquidité, la Société a accès à des équivalents de trésorerie ainsi qu'à un large éventail de sources de financement à des taux concurrentiels, que ce soit au moyen de papier commercial ou de facilités de crédit bancaires ou par l'intermédiaire des marchés des titres de participation ou d'emprunt. Au 31 mars 2011, Encana avait à sa disposition des facilités de crédit bancaires renouvelables consenties et inutilisées totalisant 4,8 G\$ et composées d'une facilité de crédit bancaire de 4,2 G\$ CA (4,2 G\$) destinée à Encana et d'une facilité de crédit bancaire de 564 M\$ destinée à une filiale américaine, lesquelles demeurent disponibles jusqu'en octobre 2012 et en février 2013, respectivement.

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

17. Instruments financiers et gestion des risques (suite)

C) Risques associés aux actifs et aux passifs financiers (suite)

Risque de liquidité (suite)

Encana avait également déposé, sans les utiliser, deux prospectus préalables l'autorisant à émettre des titres d'un montant maximal de 6,1 G\$, sous réserve des conditions du marché, soit jusqu'à 2,0 G\$ CA (2,1 G\$) de titres d'emprunt au Canada et au plus 4,0 G\$ de titres d'emprunt aux États-Unis. Le prospectus préalable au Canada expire en juin 2011, mais devrait être renouvelé avant l'expiration. Quant au prospectus préalable aux États-Unis, il expire en mai 2012. La Société est d'avis que les facilités à sa disposition seront suffisantes pour répondre à ses besoins prévisibles en matière de financement.

Le tableau qui suit présente le calendrier des sorties de trésorerie liées aux passifs financiers.

	À moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 ans à 5 ans	De 6 ans à 9 ans	Par la suite	Total
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 271 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 271 \$
Passifs liés à la gestion des risques	33	4	-	-	-	37
Dettes à court et à long terme ¹⁾	1 853	1 341	1 707	3 139	6 424	14 464

¹⁾ Capital et intérêts confondus.

Les obligations liées à la dette à court et à long terme d'Encana totalisaient 14 464 M\$ au 31 mars 2011 et comprenaient notamment 360 M\$ de capital se rapportant à du papier commercial. Ce montant est entièrement couvert, et la direction s'attend à ce qu'il reste couvert par les facilités de crédit renouvelables qui n'entraînent aucune obligation de remboursement pour l'exercice à venir. Étant donné les dates d'échéance actuelles du papier commercial, ce montant est inclus dans les sorties de trésorerie de la période « à moins de 1 an ». Pour obtenir davantage de renseignements sur la dette à court et à long terme, consulter la note 12.

Risque de change

Le risque de change découle des fluctuations des taux de change qui peuvent avoir une incidence sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs ou passifs financiers de la Société. Comme Encana exerce ses activités principalement en Amérique du Nord, les fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien peuvent avoir une incidence importante sur les résultats qu'elle présente. La monnaie fonctionnelle d'Encana est le dollar canadien; toutefois, afin de faciliter la comparaison avec d'autres sociétés nord-américaines du secteur du pétrole et du gaz et puisque la plupart de ses produits des activités ordinaires sont étroitement liés au dollar américain, la Société présente ses résultats en dollars américains. Comme les résultats de la Société tiennent compte de l'incidence des fluctuations des taux de change, l'incidence globale de ces fluctuations ne peut être établie de façon distincte.

Pour atténuer son exposition aux fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, Encana conserve un portefeuille de dettes à long terme libellées en dollars américains et en dollars canadiens. Au 31 mars 2011, la dette d'Encana comprenait des titres d'emprunt de 5,4 G\$ (5,4 G\$ au 31 décembre 2010) libellés en dollars américains, mais émis au Canada, qui étaient par conséquent exposés au risque de change, tandis qu'une tranche de 2,6 G\$ de la dette n'était pas exposée au risque de change (2,3 G\$ au 31 décembre 2010).

Le (profit) ou la perte de change d'Encana comprend principalement les profits et pertes de change sur la trésorerie et les placements à court terme en dollars américains détenus au Canada, les profits et pertes de change latents liés à la conversion des titres d'emprunt libellés en dollars américains, mais émis au Canada, ainsi que les profits et pertes de change latents à la conversion des actifs et passifs liés à la gestion des risques libellés en dollars américains et détenus au Canada. Au 31 mars 2011, une variation de 0,01 \$ du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien aurait entraîné une variation (du profit) de la perte de change de 51 M\$ (41 M\$ en 2010). La Société peut à l'occasion conclure des contrats de vente ou d'achat à terme de dollars américains ou de dollars canadiens pour atténuer son risque de change.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle des variations des taux d'intérêt du marché qui peuvent avoir une incidence sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs ou passifs financiers de la Société. La Société peut atténuer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt en conservant un portefeuille de titres d'emprunt à taux fixe et à taux variable.

Au 31 mars 2011, une variation de 1 % des taux d'intérêt sur la dette à taux variable aurait entraîné une augmentation ou une diminution de 3 M\$ (néant en 2010) du résultat net.

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

18. Engagements et éventualités

En février 2011, Encana a annoncé la conclusion d'une entente de coopération avec PetroChina International Investment Company Limited (« PetroChina »), filiale de PetroChina Company Limited, aux termes de laquelle PetroChina verserait 5,4 G\$ CA pour l'acquisition d'une participation de 50 % dans les actifs de Cutbank Ridge, situés en Colombie-Britannique et en Alberta, qui appartiennent à Encana. Cette opération doit obtenir l'autorisation des organismes de réglementation canadiens et chinois et doit encore être soumise à un contrôle préalable de même qu'à la négociation et à la signature de diverses ententes, dont la convention de coentreprise.

Actions en justice

La Société est partie à diverses actions en justice intentées contre elle dans le cours normal de son activité. Elle estime avoir constitué une provision suffisante à cet effet.

19. Reclassement

Certaines données de périodes antérieures ont été reclassées conformément à la présentation adoptée en 2011.

20. Passage aux IFRS

Comme le précise la note 2, les états financiers consolidés intermédiaires de la période close le 31 mars 2011 présentent pour la première fois les résultats financiers opérationnels et la situation financière d'Encana conformément aux IFRS. Les états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 décembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date seront également préparés conformément aux IFRS. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon les directives d'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, et celles d'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, publiées par l'IASB. Auparavant, la Société préparait ses états financiers consolidés intermédiaires et annuels conformément au référentiel comptable antérieur.

IFRS 1 prescrit la présentation d'informations comparatives à la date de transition, soit le 1^{er} janvier 2010, et pour les périodes comparatives subséquentes; elle exige également l'application rétrospective et uniforme des méthodes comptables conformes aux IFRS. Pour faciliter la transition, les dispositions d'IFRS 1 prévoient certaines exemptions obligatoires et facultatives à l'intention des nouveaux adoptants qui permettent d'alléger l'application rétrospective de l'ensemble des IFRS.

Les rapprochements qui suivent font état des ajustements apportés aux résultats financiers opérationnels et à la situation financière de la Société présentés selon le référentiel comptable antérieur afin de les rendre conformes à IFRS 1. Un sommaire des modifications apportées aux principales méthodes comptables et des exemptions applicables figure après les tableaux des rapprochements. Les tableaux des rapprochements sont les suivants : états consolidés de la situation financière au 1^{er} janvier 2010, au 31 mars 2010 et au 31 décembre 2010, et comptes consolidés de résultat, états consolidés du résultat global, états consolidés des variations des capitaux propres et tableaux consolidés des flux de trésorerie pour le trimestre clos le 31 mars 2010 et l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

20. Passage aux IFRS (suite)

État consolidé de la situation financière d'ouverture en IFRS

1^{er} janvier 2010

	Ajustements IFRS					IFRS
	Référentiel comptable antérieur	Prospection et évaluation (note 20A)	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 20E)	Rémunération (note 20F)	Change (note 20G)	
<i>(en millions de dollars)</i>						
Actif						
Actif courant						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 275 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 275 \$
Créances clients et produits à recevoir	1 180					1 180
Gestion des risques	328					328
Stocks	12					12
	5 795	-	-	-	-	5 795
Actifs de prospection et d'évaluation	-	1 885				1 885
Immobilisations corporelles, montant net	26 173	(1 885)				24 288
Placements et autres actifs	164			(45)		119
Gestion des risques	32					32
Goodwill	1 663					1 663
	33 827 \$	- \$	- \$	(45) \$	- \$	33 782 \$
Passif et capitaux propres						
Passif courant						
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 143 \$	- \$	- \$	38 \$	- \$	2 181 \$
Impôt sur le résultat à payer	1 776					1 776
Gestion des risques	126					126
Partie courante de la dette à long terme	200					200
	4 245	-	-	38	-	4 283
Dette à long terme	7 568					7 568
Autres passifs et provisions	1 185			30		1 215
Gestion des risques	42					42
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	787		32			819
Impôt différé (note 20H)	3 386		(6)	(20)		3 360
	17 213	-	26	48	-	17 287
Capitaux propres						
Capital social	2 360					2 360
Surplus d'apport	6					6
Résultats non distribués	13 493		(26)	(93)	755	14 129
Cumul des autres éléments du résultat global	755				(755)	-
Total des capitaux propres	16 614	-	(26)	(93)	-	16 495
	33 827 \$	- \$	- \$	(45) \$	- \$	33 782 \$

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

20. Passage aux IFRS (suite)

État consolidé de la situation financière

31 mars 2010

(en millions de dollars)	Référentiel comptable antérieur	Ajustements IFRS						Change (note 20G)	IFRS
		Prospection et évaluation (note 20A)	Amortissements et épauement (note 20B)	Sorties d'actifs (note 20D)	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 20E)	Rémunération (note 20F)			
Actif									
Actif courant									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 994 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 994 \$
Créances clients et produits à recevoir	1 109								1 109
Gestion des risques	1 318								1 318
Impôt sur le résultat à recouvrer	204								204
Stocks	15								15
	4 640								4 640
Actifs de prospection et d'évaluation									
Immobilisations corporelles, montant net	-	2 034							2 034
Placements et autres actifs	26 758	(2 035)	(14)	52	30	5			24 796
Gestion des risques	297					(40)			257
Goodwill	544								544
	1 700								1 700
	33 939 \$	(1) \$	(14) \$	52 \$	30 \$	(35) \$	- \$		33 971 \$
Passif et capitaux propres									
Passif courant									
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 100 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	57 \$	- \$	- \$	2 157 \$
Gestion des risques	260								260
Partie courante de la dette à long terme	200								200
	2 560					57			2 617
Dette à long terme									
Autres passifs et provisions	7 604								7 604
Gestion des risques	1 327					34			1 361
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	23								23
Impôt différé (note 20H)	807					64			871
	3 831		(4)	17	(7)	(20)			3 817
	16 152	-	(4)	17	57	71			16 293
Capitaux propres									
Capital social	2 335								2 335
Résultats non distribués	14 538	(1)	(10)	34	(26)	(103)	755		15 187
Cumul des autres éléments du résultat global	914			1	(1)	(3)	(755)		156
Total des capitaux propres	17 787	(1)	(10)	35	(27)	(106)	-		17 678
	33 939 \$	(1) \$	(14) \$	52 \$	30 \$	(35) \$	- \$		33 971 \$

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

20. Passage aux IFRS (suite)

État consolidé de la situation financière

31 décembre 2010

(en millions de dollars)	Ajustements IFRS								IFRS
	Référentiel comptable antérieur	Prospection et évaluation (note 20A)	Amortissements et épauement (note 20B)	Pertes de valeur (note 20C)	Sorties d'actifs (note 20D)	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 20E)	Rémunération (note 20F)	Change (note 20G)	
Actif									
Actif courant									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	629 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	629 \$
Créances clients et produits à recevoir	1 103								1 103
Gestion des risques	729								729
Impôt sur le résultat à recouvrer	390								390
Stocks	3								3
	2 854	-	-	-	-	-	-	-	2 854
Actifs de prospection et d'évaluation	-	2 158							2 158
Immobilisations corporelles, montant net	28 701	(2 200)	(89)	(503)	146	97	(7)		26 145
Placements et autres actifs	235						(39)		196
Gestion des risques	505								505
Goodwill	1 725								1 725
	34 020 \$	(42) \$	(89) \$	(503) \$	146 \$	97 \$	(46) \$	- \$	33 583 \$
Passif et capitaux propres									
Passif courant									
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 211 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	58 \$	- \$	2 269 \$
Gestion des risques	65								65
Partie courante de la dette à long terme	500								500
	2 776	-	-	-	-	-	58	-	2 834
Dette à long terme	7 129								7 129
Autres passifs et provisions	1 730						28		1 758
Gestion des risques	8								8
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	820					133			953
Impôt différé (note 20H)	4 230	(15)	(26)	(126)	41	(7)	(29)		4 068
	16 693	(15)	(26)	(126)	41	126	57	-	16 750
Capitaux propres									
Capital social	2 319								2 319
Résultats non distribués	13 957	(27)	(60)	(371)	101	(27)	(98)	789	14 264
Cumul des autres éléments du résultat global	1 051	-	(3)	(6)	4	(2)	(5)	(789)	250
Total des capitaux propres	17 327	(27)	(63)	(377)	105	(29)	(103)	-	16 833
	34 020 \$	(42) \$	(89) \$	(503) \$	146 \$	97 \$	(46) \$	- \$	33 583 \$

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

20. Passage aux IFRS (suite)

Compte consolidé de résultat

Trimestre clos le 31 mars 2010

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Ajustements IFRS							IFRS
	Référentiel comptable antérieur	Prospection et évaluation	Amortissements et épuiement	Sorties d'actifs	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	Rémunération	Change	
	(note 20A)	(note 20B)	(note 20D)	(note 20E)	(note 20F)	(note 20G)		
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	3 545 \$							3 545 \$
Charges								
Taxe à la production et impôts miniers	69							69
Frais de transport	211							211
Charges opérationnelles	260	(2)				6		264
Produits achetés	211							211
Dépenses de prospection et d'évaluation	-	3						3
Dotations aux amortissements et à l'épuiement	800		14					814
(Profit) perte à la sortie d'actifs	(1)			(52)				(53)
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	12				1			13
Frais d'administration	82					4		86
Charges d'intérêts	130							130
(Profit) perte de change, montant net	(144)							(144)
	1 630	1	14	(52)	1	10	-	1 604
Résultat net avant impôts	1 915	(1)	(14)	52	(1)	(10)	-	1 941
Charge d'impôt sur le résultat (note 20H)	438	-	(4)	18	(1)	-	-	451
Résultat net	1 477 \$	(1) \$	(10) \$	34 \$	- \$	(10) \$	- \$	1 490 \$
Résultat net par action ordinaire (note 20J)								
De base	1,97 \$							1,99 \$
Dilué	1,97 \$							1,96 \$

État consolidé du résultat global

Trimestre clos le 31 mars 2010

(en millions de dollars)	Ajustements IFRS							IFRS
	Référentiel comptable antérieur	Prospection et évaluation	Amortissements et épuiement	Sorties d'actifs	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	Rémunération	Change	
	(note 20A)	(note 20B)	(note 20D)	(note 20E)	(note 20F)	(note 20G)		
Résultat net	1 477 \$	(1) \$	(10) \$	34 \$	- \$	(10) \$	- \$	1 490 \$
Autres éléments du résultat global, après impôts								
Différences de conversion	159	-	-	1	(1)	(3)	-	156
Résultat global	1 636 \$	(1) \$	(10) \$	35 \$	(1) \$	(13) \$	- \$	1 646 \$

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

20. Passage aux IFRS (suite)

Compte consolidé de résultat

Exercice clos le 31 décembre 2010

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Ajustements IFRS								IFRS
	Référentiel comptable antérieur	Prospection et évaluation	Amortissements et épuiement	Pertes de valeur	Sorties d'actifs	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	Rémunération	Change	
	(note 20A)	(note 20B)	(note 20C)	(note 20D)	(note 20E)	(note 20F)	(note 20G)		
Produits des activités ordinaires, déduction faite des redevances	8 870 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 870 \$
Charges									
Taxe à la production et impôts miniers	217								217
Frais de transport	859								859
Charges opérationnelles	1 061	(13)					12		1 060
Produits achetés	739								739
Dépenses de prospection et d'évaluation	-	65							65
Dotation aux amortissements et à l'épuiement	3 242	(10)	86						3 318
Pertes de valeur	-			496					496
(Profit) perte à la sortie d'actifs	2				(143)				(141)
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	46					2			48
Frais d'administration	359						2		361
Charges d'intérêts	501								501
(Profit) perte de change, montant net	(216)							(34)	(250)
	6 810	42	86	496	(143)	2	14	(34)	7 273
Résultat net avant impôts	2 060	(42)	(86)	(496)	143	(2)	(14)	34	1 597
Charge d'impôt sur le résultat (note 20H)	561	(15)	(26)	(125)	42	(1)	(9)	-	427
Résultat net	1 499 \$	(27) \$	(60) \$	(371) \$	101 \$	(1) \$	(5) \$	34 \$	1 170 \$
Résultat net par action ordinaire (note 20J)									
De base	2,03 \$								1,58 \$
Dilué	2,03 \$								1,55 \$

État consolidé du résultat global

Exercice clos le 31 décembre 2010

(en millions de dollars)	Ajustements IFRS								IFRS
	Référentiel comptable antérieur	Prospection et évaluation	Amortissements et épuiement	Pertes de valeur	Sorties d'actifs	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	Rémunération	Change	
	(note 20A)	(note 20B)	(note 20C)	(note 20D)	(note 20E)	(note 20F)	(note 20G)		
Résultat net	1 499 \$	(27) \$	(60) \$	(371) \$	101 \$	(1) \$	(5) \$	34 \$	1 170 \$
Autres éléments du résultat global, après impôts									
Différences de conversion	296	-	(3)	(6)	4	(2)	(5)	(34)	250
Résultat global	1 795 \$	(27) \$	(63) \$	(377) \$	105 \$	(3) \$	(10) \$	- \$	1 420 \$

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

20. Passage aux IFRS (suite)

État consolidé des variations des capitaux propres

Trimestre clos le 31 mars 2010

(en millions de dollars)	Référentiel comptable antérieur	Ajustements IFRS					Change	IFRS
		Prospection et évaluation (note 20A)	Amortissements et épuiement (note 20B)	Sorties d'actifs (note 20D)	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 20E)	Rémunération (note 20F)		
Capital social								
Solde au début de l'exercice	2 360 \$							2 360 \$
Actions ordinaires émises aux termes des régimes d'options sur actions	4							4
Rémunération fondée sur des actions	2							2
Actions ordinaires rachetées	(31)							(31)
Solde à la fin de la période	2 335 \$							2 335 \$
Surplus d'apport								
Solde au début de l'exercice	6 \$							6 \$
Actions ordinaires rachetées	(6)							(6)
Solde à la fin de la période	- \$							- \$
Résultats non distribués								
Solde au début de l'exercice	13 493 \$	- \$	- \$	- \$	(26) \$	(93) \$	755 \$	14 129 \$
Résultat net	1 477	(1)	(10)	34	-	(10)	-	1 490
Dividendes sur actions ordinaires	(149)							(149)
Charges au titre de l'offre publique de rachat dans le cours normal de l'activité	(283)							(283)
Solde à la fin de la période	14 538 \$	(1) \$	(10) \$	34 \$	(26) \$	(103) \$	755 \$	15 187 \$
Cumul des autres éléments du résultat global								
Solde au début de l'exercice	755 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	(755) \$	- \$
Différences de conversion	159	-	-	1	(1)	(3)	-	156
Solde à la fin de la période	914 \$	- \$	- \$	1 \$	(1) \$	(3) \$	(755) \$	156 \$
Total des capitaux propres	17 787 \$	(1) \$	(10) \$	35 \$	(27) \$	(106) \$	- \$	17 678 \$

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

20. Passage aux IFRS (suite)

État consolidé des variations des capitaux propres

Exercice clos le 31 décembre 2010

(en millions de dollars)	Ajustements IFRS								IFRS
	Référentiel comptable antérieur	Prospection et évaluation (note 20A)	Amortissements et épuiement (note 20B)	Pertes de valeur (note 20C)	Sorties d'actifs (note 20D)	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 20E)	Rémunération (note 20F)	Change (note 20G)	
Capital social									
Solde au début de l'exercice	2 360								2 360
Actions ordinaires émises aux termes des régimes d'options sur actions	5								5
Rémunération fondée sur des actions	2								2
Actions ordinaires rachetées	(48)								(48)
Solde à la fin de la période	2 319								2 319
Surplus d'apport									
Solde au début de l'exercice	6								6
Actions ordinaires rachetées	(6)								(6)
Solde à la fin de l'exercice	-								-
Résultats non distribués									
Solde au début de l'exercice	13 493	-	-	-	-	(26)	(93)	755	14 129
Résultat net	1 499	(27)	(60)	(371)	101	(1)	(5)	34	1 170
Dividendes sur actions ordinaires	(590)								(590)
Charges au titre de l'offre publique de rachat dans le cours normal de l'activité	(445)								(445)
Solde à la fin de l'exercice	13 957	(27)	(60)	(371)	101	(27)	(98)	789	14 264
Cumul des autres éléments du résultat global									
Solde au début de l'exercice	755	-	-	-	-	-	-	(755)	-
Différences de conversion	296	-	(3)	(6)	4	(2)	(5)	(34)	250
Solde à la fin de l'exercice	1 051	-	(3)	(6)	4	(2)	(5)	(789)	250
Total des capitaux propres	17 327	(27)	(63)	(377)	105	(29)	(103)	-	16 833

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

20. Passage aux IFRS (suite)

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Trimestre clos le 31 mars 2010

(en millions de dollars)	Référentiel comptable antérieur	Ajustements IFRS					Rémunération (note 20F)	Change (note 20G)	IFRS
		Prospection et évaluation (note 20A)	Amortissements et épuiement (note 20B)	Sorties d'actifs (note 20D)	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 20E)				
Activités opérationnelles									
Résultat net	1 477 \$	(1) \$	(10) \$	34 \$	- \$	(10) \$	- \$	1 490 \$	
Dotation aux amortissements et à l'épuiement (Profit) perte à la sortie d'actifs	800 (1)		14	(52)				814 (53)	
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	12				1			13	
Impôt différé (note 20H) (Profit latent) perte latente sur la gestion des risques	426 (1 363)		(4)	18	(1)			439 (1 363)	
(Profit latent) perte latente de change	(169)							(169)	
Autres	(9)					10		1	
Variation nette des autres actifs et passifs	(31)							(31)	
Variation nette des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement	(1 914)							(1 914)	
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(772)	(1)	-	-	-	-	-	(773)	
Activités d'investissement									
Dépenses d'investissement	(1 020)	1				(5)		(1 024)	
Acquisitions	(28)							(28)	
Produit de la sortie d'actifs	146							146	
Variation nette des placements et autres	(123)							(123)	
Variation nette des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement	(15)					5		(10)	
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 040)	1	-	-	-	-	-	(1 039)	
Activités de financement									
Émission de titres d'emprunt renouvelables	441							441	
Remboursement de titres d'emprunt renouvelables	(441)							(441)	
Émission d'actions ordinaires	4							4	
Rachat d'actions ordinaires	(320)							(320)	
Dividendes sur actions ordinaires	(149)							(149)	
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(465)	-	-	-	-	-	-	(465)	
Profit (perte) de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères									
	(4)	-	-	-	-	-	-	(4)	
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie									
	(2 281)	-	-	-	-	-	-	(2 281)	
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période									
	4 275							4 275	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période									
	1 994 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 994 \$	
Trésorerie (découvert bancaire) à la fin de la période									
	(23) \$							(23) \$	
Équivalents de trésorerie à la fin de la période									
	2 017							2 017	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période									
	1 994 \$							1 994 \$	

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

20. Passage aux IFRS (suite)

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 décembre 2010

(en millions de dollars)	Référentiel comptable antérieur	Ajustements IFRS							IFRS
		Prospection et évaluation (note 20A)	Amortissements et épuiement (note 20B)	Pertes de valeur (note 20C)	Sorties d'actifs (note 20D)	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 20E)	Rémunération (note 20F)	Change (note 20G)	
Activités opérationnelles									
Résultat net	1 499 \$	(27) \$	(60) \$	(371) \$	101 \$	(1) \$	(5) \$	34 \$	1 170 \$
Dépenses de prospection et d'évaluation	-	40	10						50
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	3 242		76						3 318
Pertes de valeur	-			496					496
(Profit) perte à la sortie d'actifs	2				(143)				(141)
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	46					2			48
Impôt différé (note 20H)	774	(15)	(26)	(125)	42	(1)	(9)		640
(Profit latent) perte latente sur la gestion des risques	(945)								(945)
(Profit latent) perte latente de change	(278)								(278)
Autres	99						14	(34)	79
Variation nette des autres actifs et passifs	(84)								(84)
Variation nette des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement	(1 990)								(1 990)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	2 365	(2)	-	-	-	-	-	-	2 363
Activités d'investissement									
Dépenses d'investissement	(4 773)	2					7		(4 764)
Acquisitions	(733)								(733)
Produit de la sortie d'actifs	883								883
Variation nette des placements et autres	(80)								(80)
Variation nette des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement	(26)						(7)		(33)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(4 729)	2	-	-	-	-	-	-	(4 727)
Activités de financement									
Émission de titres d'emprunt renouvelables	1 660								1 660
Remboursement de titres d'emprunt renouvelables	(1 660)								(1 660)
Remboursement de la dette à long terme	(200)								(200)
Émission d'actions ordinaires	5								5
Rachat d'actions ordinaires	(499)								(499)
Dividendes sur actions ordinaires	(590)								(590)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 284)	-	-	-	-	-	-	-	(1 284)
Profit (perte) de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères									
	2	-	-	-	-	-	-	-	2
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie									
	(3 646)	-	-	-	-	-	-	-	(3 646)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice									
	4 275								4 275
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice									
	629 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	629 \$
Trésorerie (découvert bancaire) à la fin de l'exercice									
	126 \$								126 \$
Équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice									
	503								503
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice									
	629 \$								629 \$

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

20. Passage aux IFRS (suite)

Les rubriques qui suivent expliquent les différences significatives entre les méthodes comptables d'Encana aux termes du référentiel comptable antérieur et celles qu'elle suit désormais conformément aux IFRS. Les méthodes comptables conformes aux IFRS ont été appliquées de manière rétrospective et uniforme, sauf lorsque des exemptions obligatoires et facultatives comprises dans IFRS 1 permettaient aux nouveaux adoptants de choisir un traitement particulier au moment du passage aux IFRS. Les différentes rubriques ci-dessous renvoient aux catégories d'ajustements présentées dans les tableaux des rapprochements.

Comptabilisation des activités en amont

La modification la plus importante qui a été apportée aux méthodes comptables de la Société concerne la comptabilisation des coûts relatifs aux activités en amont. Lorsqu'elle suivait le référentiel comptable antérieur, Encana observait les directives de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») sur la comptabilisation du coût entier, selon lesquelles tous les coûts directement associés à l'acquisition, à l'exploration et à la mise en valeur de réserves de gaz naturel et de liquides étaient capitalisés par centres de coûts, pays par pays. Les coûts accumulés dans le centre de coûts que représentait chaque pays étaient ensuite amortis selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement en fonction des réserves prouvées établies à l'aide d'estimations des prix et coûts futurs. Au moment du passage aux IFRS, la Société a dû adopter de nouvelles méthodes pour comptabiliser ses activités en amont, notamment en ce qui a trait aux dépenses de prospection et d'évaluation et aux coûts de mise en valeur.

Aux termes des IFRS, les dépenses de prospection et d'évaluation sont celles qui se rapportent à une zone dont la faisabilité technique et la viabilité commerciale n'ont pas encore été démontrées. Les dépenses qui se rapportent à une zone dont la faisabilité technique et la viabilité commerciale ont été démontrées sont considérées comme des coûts de mise en valeur. Encana s'est prévaluée de l'exemption prévue par IFRS 1 selon laquelle, au 1^{er} janvier 2010, elle a considéré que le coût présumé de ses actifs en amont aux termes des IFRS était égal à la valeur comptable nette de ses immobilisations corporelles en amont qui figurait dans les états financiers préparés conformément au référentiel comptable antérieur. Les dépenses de prospection et d'évaluation ont donc été présumées égales à la valeur des biens non prouvés et les coûts de mise en valeur, égaux au solde du compte de capitalisation du coût entier en amont. Conformément aux IFRS, les dépenses de prospection et d'évaluation sont présentées à titre d'actifs de prospection et d'évaluation, et les coûts de mise en valeur sont inclus dans les immobilisations corporelles à l'état consolidé de la situation financière.

Ajustements IFRS

A) Prospection et évaluation

Le montant des actifs de prospection et d'évaluation au 1^{er} janvier 2010 a été présumé égal à 1 885 M\$, montant qui correspond à la valeur des biens non prouvés calculée selon le référentiel comptable antérieur. La Société a donc reclassé une somme de 1 885 M\$ des immobilisations corporelles aux actifs de prospection et d'évaluation à l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2010. Au 31 décembre 2010, les actifs de prospection et d'évaluation de la Société se chiffraient à 2 158 M\$, soit 1 114 M\$ pour la division Canada et 1 044 M\$ pour la division États-Unis.

Selon le référentiel comptable antérieur, les dépenses de prospection et d'évaluation étaient capitalisées dans les immobilisations corporelles conformément aux directives sur la comptabilisation du coût entier prescrites par l'ICCA. Désormais, conformément aux IFRS, Encana inscrit d'abord ces dépenses à titre d'actifs de prospection et d'évaluation. Lorsque la faisabilité technique et la viabilité commerciale d'une zone ont été démontrées, les coûts inscrits à l'actif sont sortis des actifs de prospection et d'évaluation et comptabilisés dans les immobilisations corporelles. Aux termes des IFRS, la partie non recouvrable des dépenses de prospection et d'évaluation qui se rapportent à une zone donnée ainsi que les coûts engagés avant l'obtention des droits légaux de prospecter sont passés en charges.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, Encana a transféré 303 M\$ des dépenses de prospection et d'évaluation capitalisées dans les immobilisations corporelles et elle a passé en charges 50 M\$ d'actifs de prospection et d'évaluation infructueux et 15 M\$ de dépenses de prospection directes. L'application des IFRS aux dépenses de prospection et d'évaluation s'est traduite par une diminution de 27 M\$, après impôt, du résultat net d'Encana calculé selon le référentiel comptable antérieur pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

20. Passage aux IFRS (suite)

Ajustements IFRS (suite)

B) Amortissements et épuisement

Le montant des coûts de mise en valeur au 1^{er} janvier 2010 a été présumé égal à 23 216 M\$, montant qui correspond au solde du compte de capitalisation du coût entier des actifs en amont calculé selon le référentiel antérieur. Tout comme c'était le cas aux termes du référentiel comptable antérieur, ces coûts sont inscrits à l'actif dans les immobilisations corporelles selon les IFRS. Par contre, selon le référentiel comptable antérieur, les coûts de mise en valeur étaient amortis selon la méthode proportionnelle au rendement appliquée pour chaque centre de coûts représenté par un pays; selon les IFRS, ces coûts sont toujours amortis selon la méthode proportionnelle au rendement, mais cette méthode est appliquée au niveau de zones défini au préalable. L'exemption prévue par IFRS 1 a permis à la Société d'attribuer les coûts de mise en valeur à chaque zone en fonction des réserves prouvées de chaque division au 1^{er} janvier 2010.

Le calcul de l'amortissement pour épuisement au niveau des zones conformément aux IFRS a donné lieu à une augmentation de 86 M\$ de la dotation aux amortissements et à l'épuisement pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. Le résultat net d'Encana a diminué de 60 M\$ après impôt par rapport au résultat établi selon le référentiel comptable antérieur pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 par suite du calcul de l'amortissement pour épuisement au niveau des zones selon les IFRS.

C) Pertes de valeur

Aux termes du référentiel comptable antérieur, une perte de valeur des actifs en amont était constatée si la valeur comptable de ces actifs surpassait les flux de trésorerie non actualisés attendus des réserves prouvées pour un centre de coûts représenté par un pays. La perte de valeur correspondait à l'excédent de la valeur comptable sur la somme de la juste valeur des réserves prouvées et probables et du coût des biens non prouvés. Les pertes de valeur ne pouvaient pas être reprises par la suite.

Aux termes des IFRS, une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur comptable des actifs en amont dépasse la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle ces actifs appartiennent. Les zones définies pour les activités en amont sont regroupées en unités génératrices de trésorerie en fonction de leur capacité à générer des flux de trésorerie largement indépendants. Si la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie est supérieure au montant qui peut en être recouvré, l'unité génératrice de trésorerie est dépréciée par imputation d'une perte de valeur au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées selon les IFRS sont reprises si la valeur recouvrable augmente de nouveau par la suite. Les reprises de pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net, et la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie est augmentée pour qu'elle corresponde à sa valeur recouvrable révisée comme si aucune dépréciation n'avait été comptabilisée au cours de périodes précédentes.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, Encana a comptabilisé une perte de valeur après impôt de 371 M\$ se rapportant aux actifs en amont des activités extracôtières de la division Canada, qui forment une unité génératrice de trésorerie selon les IFRS. La perte de valeur comptabilisée correspondait à la différence entre la valeur comptable nette des actifs au 31 décembre 2010 et leur valeur recouvrable. Quant à la valeur recouvrable, elle a été déterminée au moyen de la juste valeur diminuée des coûts de la vente en fonction des flux de trésorerie futurs actualisés attendus des réserves prouvées et probables établis à l'aide des prix et coûts projetés. Aux termes du référentiel comptable antérieur, ces actifs étaient inclus dans le test de plafonnement du coût entier du centre de coûts canadien, qui n'avait révélé aucune dépréciation au 31 décembre 2010.

D) Sorties d'actifs

Selon le référentiel comptable antérieur, le produit des sorties d'actifs en amont était déduit du compte de capitalisation du coût entier sans constatation d'un profit ou d'une perte, sauf si cette déduction entraînait un changement de 20 % ou plus du taux d'épuisement rattaché au centre de coûts représenté par un pays, auquel cas un profit ou une perte était constaté.

Aux termes des IFRS, les sorties d'actifs donnent lieu à la comptabilisation d'un profit ou d'une perte correspondant à la différence entre la valeur comptable nette de l'actif sorti et le produit de sa sortie. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, Encana a comptabilisé un profit net en IFRS de 143 M\$ à la sortie d'actifs, ce qui n'était pas le cas aux termes du référentiel comptable antérieur. Ce profit net provient à hauteur de 90 M\$ de la division Canada et de 53 M\$ de la division États-Unis. La comptabilisation des sorties d'actifs aux termes des IFRS a aussi entraîné une augmentation de 101 M\$ après impôt du résultat net calculé selon le référentiel antérieur pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Notes connexes *(non audité)*

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

20. Passage aux IFRS (suite)

Ajustements IFRS (suite)

E) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le référentiel comptable antérieur stipulait que le montant des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations devait correspondre à la juste valeur estimative des dépenses qui seraient vraisemblablement engagées pour la mise hors service et le déclassement. On ne réévaluait pas ce passif pour refléter le taux d'actualisation en vigueur à la fin de la période.

Selon les IFRS, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont évaluées comme la meilleure estimation des dépenses qui seront engagées et doivent être réévaluées à l'aide du taux d'actualisation de fin de période.

S'étant prévaluée de l'exemption prévue par IFRS 1 concernant les actifs en amont, dont il est fait mention plus haut, Encana a dû réévaluer ses obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la date de transition aux IFRS et comptabiliser l'écart dans les résultats non distribués. L'application de cette exemption s'est traduite par une augmentation de 32 M\$ des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière d'Encana au 1^{er} janvier 2010 et par la comptabilisation d'une charge après impôt correspondante de 26 M\$ dans les résultats non distribués. Les réévaluations subséquentes de ce passif aux termes des IFRS sont comptabilisées dans les immobilisations corporelles, l'ajustement correspondant étant imputé aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Au 31 décembre 2010, exclusion faite de l'ajustement au 1^{er} janvier 2010, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations avaient augmenté de 101 M\$, montant qui reflète essentiellement la réévaluation de ce passif au taux d'actualisation d'Encana, qui se situait à 5,4 % au 31 décembre 2010.

F) Rémunération

Paiements fondés sur des actions

Aux termes du référentiel précédent, Encana comptabilisait certains de ses régimes de rémunération fondée sur des actions selon la méthode de la valeur intrinsèque, aux termes de laquelle l'obligation et les coûts de rémunération étaient constatés sur la période d'acquisition des droits. La valeur intrinsèque d'un droit à la valeur des actions correspond à l'excédent du cours de l'action de la Société sur le prix d'exercice du droit en question.

Pour les régimes de rémunération fondée sur des actions, les IFRS exigent que le passif correspondant aux paiements fondés sur des actions soit évalué à la juste valeur à l'aide d'un modèle d'évaluation des options, comme le modèle Black-Scholes-Merton, à chaque date de clôture. Aussi la Société a-t-elle comptabilisé, au moment de la transition aux IFRS, un ajustement à la juste valeur de 38 M\$ au 1^{er} janvier 2010 de façon à accroître le passif lié à la rémunération fondée sur des actions, une charge correspondante étant imputée aux résultats non distribués. Encana s'est prévaluée de l'exemption prévue par IFRS 1 aux termes de laquelle elle n'est pas tenue de retraiter de manière rétrospective tout passif lié à des paiements fondés sur des actions qui étaient acquis ou ont été réglés avant le 1^{er} janvier 2010. Les ajustements à la juste valeur subséquents, aux termes des IFRS, seront comptabilisés dans les immobilisations corporelles, les dépenses de prospection et d'évaluation, les charges opérationnelles et les frais d'administration, l'ajustement correspondant étant apporté au passif lié à la rémunération fondée sur des actions.

En plus de l'ajustement comptabilisé au 1^{er} janvier 2010 susmentionné, les réévaluations à la juste valeur prévues par les IFRS et postérieures à la date de transition ont fait augmenter de 20 M\$ par rapport au référentiel comptable antérieur le passif courant lié aux paiements fondés sur des actions au 31 décembre 2010.

Régimes de retraite

Encana a retenu l'exemption prévue par IFRS 1 selon laquelle le montant net cumulé des écarts actuariels non amortis du régime de retraite à prestations définies est imputé aux résultats non distribués au 1^{er} janvier 2010. Ce choix s'est traduit par une augmentation de 75 M\$ de l'obligation au titre des prestations constituées et par l'imputation d'une charge correspondante de 55 M\$ après impôt aux résultats non distribués.

L'application des IFRS aux paiements fondés sur des actions et aux régimes d'avantages du personnel s'est traduite par une diminution de 5 M\$, après impôt, du résultat net d'Encana calculé selon le référentiel antérieur pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Notes connexes *(non audité)*

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

20. Passage aux IFRS (suite)

Ajustements IFRS (suite)

G) Change

Comme le permet IFRS 1, la Société a choisi d'appliquer l'exemption qui consiste à fixer à zéro le montant cumulé des différences de conversion au moment de la transition aux IFRS. Par conséquent, un ajustement de 755 M\$ a été apporté aux résultats non distribués au 1^{er} janvier 2010. Ce reclassement n'a pas eu d'incidence sur le total des capitaux propres au 1^{er} janvier 2010. Par suite de ce choix, la Société n'a pas eu à retraiter ses comptes de manière rétrospective selon les méthodes que préconisent les IFRS à l'endroit des opérations en monnaies étrangères.

De plus, les profits et pertes de change futurs qui seront comptabilisés dans le montant cumulé des différences de conversion seront différents selon les IFRS par rapport à ce qu'ils étaient lorsqu'ils étaient comptabilisés selon le référentiel comptable antérieur. L'application de l'exemption prévue par IFRS 1 a entraîné une augmentation de 34 M\$ du résultat net calculé selon le référentiel antérieur pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. Cette augmentation a découlé de la reprise d'une perte de change comptabilisée selon le référentiel comptable antérieur qui a été comptabilisée dans les résultats non distribués aux termes des IFRS par suite de l'exemption retenue.

Les ajustements aux termes des IFRS susmentionnés sont comptabilisés dans la monnaie fonctionnelle de la Société et sont donc eux-mêmes assujettis à la conversion pour les besoins de la communication de l'information. L'incidence sur le change est présentée dans le cumul des autres éléments du résultat global.

H) Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat différé a été ajusté de façon qu'il inclue l'incidence fiscale découlant des différences entre les IFRS et le référentiel comptable antérieur. À la transition aux IFRS, la Société a comptabilisé une réduction de 26 M\$ du solde de l'impôt différé et une augmentation correspondante des résultats non distribués. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, l'application des ajustements IFRS mentionnés aux rubriques A) à G) ci-dessus s'est traduite par une diminution de 134 M\$ de la charge d'impôt différé de la Société et par une augmentation correspondante du résultat net d'Encana calculé selon le référentiel comptable antérieur.

I) Autres exemptions

Les autres exemptions prévues par IFRS 1 qu'a retenues Encana au 1^{er} janvier 2010 sont les suivantes :

- Les regroupements d'entreprises et les conventions de coentreprise conclus avant le 1^{er} janvier 2010 n'ont pas été retraités de manière rétrospective selon les IFRS.
- Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'actifs qualifiés contractés avant le 1^{er} janvier 2010 n'ont pas été retraités de manière rétrospective.
- Les contrats de location déjà évalués conformément au référentiel comptable antérieur n'ont pas fait l'objet d'une nouvelle appréciation visant à déterminer si un accord donné contenait un contrat de location selon les directives de l'interprétation 4 publiée par le Comité d'interprétation des Normes internationales d'information financière.

Pour ce qui est des autres exemptions prévues par IFRS 1, soit elles n'étaient pas applicables à la préparation de l'état consolidé de la situation financière d'Encana à la date de transition aux IFRS, le 1^{er} janvier 2010, soit leur incidence sur celui-ci était négligeable.

Notes connexes (non audité)

(Tous les montants sont en millions de dollars, sauf indication contraire.)

20. Passage aux IFRS (suite)

Ajustements IFRS (suite)

J) Résultat net par action ordinaire

Le nombre d'actions ordinaires ayant servi au calcul du résultat net par action ordinaire est présenté dans le tableau suivant.

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 31 mars 2010	Exercice clos le 31 décembre 2010
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		
De base	748,7	739,7
Dilué	752,3	741,7

Encana offre des régimes de rémunération fondée sur des actions dont les paiements peuvent être réglés en actions ordinaires ou en trésorerie, au gré des salariés. Par conséquent, les IFRS exigent que la méthode de règlement la plus dilutive entre le règlement en trésorerie et le règlement en actions soit retenue pour le calcul du résultat net dilué par action ordinaire, peu importe la méthode employée pour la comptabilisation des régimes. Il se peut donc qu'un ajustement doive être apporté au dénominateur des droits à la valeur des actions qui sont considérés comme réglés en actions, si ces derniers sont potentiellement dilutifs; un ajustement est alors apporté au numérateur de façon que celui-ci rende compte de toute variation du résultat net qui découlerait de la comptabilisation des droits en tant qu'instruments de capitaux propres aux fins du calcul du résultat net dilué par action ordinaire.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2010 et l'exercice clos le 31 décembre 2010, le résultat net dilué par action ordinaire a été calculé à l'aide de la méthode du règlement en actions, qui est la plus dilutive des deux. Le résultat net a donc été réduit de 15 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2010 et de 17 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.